



**BOUCHES-DU-  
RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°13-2022-017

PUBLIÉ LE 14 JANVIER 2022

# Sommaire

## **Assistance Publique Hôpitaux de Marseille /**

13-2022-01-05-00012 - DS N°19 - Mme DEUGNIER SG (2 pages) Page 3

## **DDETS 13 /**

13-2022-01-11-00009 - Arrêté modifiant l'arrêté n°13-2021-09-21-00008 du 21 septembre 2021 portant renouvellement de la commission départementale consultative des gens du voyage (2 pages) Page 6

## **Direction Departementale des Territoires et de la Mer 13 /**

13-2022-01-14-00001 - Arrêté préfectoral déléguant le droit de préemption à l'EPF PACA - Commune de Barbentane (2 pages) Page 9

## **Direction Régionale des Douanes /**

13-2022-01-04-00004 - 2022 - 1 (48 pages) Page 12

## **DRFIP PACA et des Bouches-du-Rhône /**

13-2022-01-13-00005 - Délégation de signature de Mme Sabine NALIN, responsable de la Trésorerie d'Arles Centres Hospitaliers (2 pages) Page 61

## **Préfecture de police des Bouches-du-Rhône /**

13-2022-01-14-00004 - Arrêté portant interdiction de stationner, de circuler sur la voie publique et d'accéder au stade Orange vélodrome, à toute personne se prévalant de la qualité de supporter du Montpellier Hérault Sport Club à l'occasion de la rencontre de football opposant l'Olympique de Marseille au Montpellier Hérault Sport Club le samedi 29 janvier 2022 à 21h00 (2 pages) Page 64

## **Préfecture des Bouches-du-Rhone / Cabinet**

13-2022-01-14-00002 - Arrêté n°0011 portant réquisition de professionnels de santé de la clinique chirurgicale de Martigues au profit de la clinique générale de Marignane (3 pages) Page 67

13-2022-01-14-00003 - Arrêté n°0012 portant réquisition de personnels de santé de la clinique de Vitrolles au profit de la clinique générale de Marignane (3 pages) Page 71

## **Préfecture des Bouches-du-Rhone / Direction de la Sécurité : Polices**

### **Administratives et Réglementation**

13-2022-01-13-00006 - Arrêté relatif à la SASU dénommée «LE MANGROVE» portant agrément en qualité d'entreprise fournissant une domiciliation juridique à des personnes physiques ou morales immatriculées au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers. (3 pages) Page 75

## **Sous-préfecture de l'arrondissement d'Aix-en-Provence /**

13-2022-01-12-00004 - Arrêté modifiant l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2019 portant nomination des membres de la commission consultative de l'environnement de l'aérodrome d'Aix-les Milles (4 pages) Page 79

Assistance Publique Hôpitaux de Marseille

13-2022-01-05-00012

DS N°19 - Mme DEUGNIER SG

## DECISION n°19/2022 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE

Le Directeur Général de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Marseille ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L6143-7 et D6143-33 à D6143-35 ;

VU le code de la commande publique et les textes réglementaires s'y rapportant ;

VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n°2005-921 du 2 août 2005 portant statut particulier des gardes et emplois des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1°, 2° et 3°) de la loi n°86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

VU le décret n°2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé ;

VU le décret n°2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret en date du 03 Juin 2021 portant nomination de Monsieur François CREMIEUX en tant que Directeur Général de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Marseille ;

VU l'arrêté du 25 juillet 2013 fixant les modalités d'accréditation des ordonnateurs placés auprès des comptables publics assignataires en application de l'article 10 du décret n°2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU l'arrêté de nomination de **Madame Marie DEUGNIER**, en qualité de **Secrétaire Générale** à l'Assistance Publique-Hôpitaux de Marseille ;

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** La décision N°354/2021 du 20 Septembre 2021 portant délégation de signature à **Madame Marie DEUGNIER** est abrogée.

**ARTICLE 2 :** Délégation est donnée à **Madame Marie DEUGNIER, Secrétaire Générale**, à l'effet de signer, en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur Général, tous actes administratifs, contrats, documents et correspondances relatifs à l'établissement.

En particulier la présente délégation comprend :

- L'ensemble des pièces contractuelles relatives aux marchés publics d'un montant supérieur au seuil applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services inscrit à l'article 26-II-2° du code des marchés publics.
- L'engagement, la liquidation et l'ordonnancement des dépenses ;
- Les contrats d'emprunts et les crédits-baux ;
- Les protocoles transactionnels
- Les décisions concernant les personnels de direction, les conventions de mise à disposition de personnel, les sanctions disciplinaires des groupes 2,3 et 4 (supérieures au blâme) ;
- Les ordres de mission et les états de frais des cadres de direction ;
- Les décisions de nomination, recrutement, renouvellement des contrats de travail du personnel ;
- Les actes et conventions relatifs aux cessions, locations, occupations et acquisitions ;
- Les conventions-cadres et les avenants générant des modifications substantielles à ces conventions-cadres, en particulier dans le cadre des groupements d'achats, les conventions d'adhésion à ces groupements.

**ARTICLE 3 :** Cette délégation est assortie de l'obligation pour le bénéficiaire :

- de respecter les procédures réglementaires et internes en vigueur et les règles garantissant le respect des principes fondamentaux de la commande publique que sont la liberté d'accès, la transparence et la bonne utilisation des deniers publics ;
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits limitatifs autorisés ;
- de rendre compte au Directeur Général des opérations effectuées.

**ARTICLE 4 :** Le titulaire de la délégation a la responsabilité des opérations qu'il effectue dans le cadre de sa délégation et est chargé d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents intervenant dans celles-ci.

**ARTICLE 5 :** La signature et le paraphe du titulaire de la délégation sont annexés à la présente délégation.

**ARTICLE 6 :** La présente décision sera transmise au Receveur des Finances Publiques de l'AP-HM. Elle sera également publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Bouches du Rhône et accessible sur le site internet de l'AP-HM.

**ARTICLE 7 :** La présente délégation de signature prend effet au jour de sa publication au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Bouches du Rhône.

**Marseille, le 05 Janvier 2022**

**LE DIRECTEUR GENERAL**

*Signé*

**François CREMIEUX**

Délégation de signature  
Assistance Publique-Hôpitaux de Marseille

DDETS 13

13-2022-01-11-00009

Arrêté modifiant l'arrêté n°13-2021-09-21-00008  
du 21 septembre 2021 portant renouvellement  
de la commission départementale consultative  
des gens du voyage

---

ARRÊTÉ n°13-2022-01-  
modifiant l'arrêté n°13-2021-09-21-00008 du 21 septembre 2021  
portant renouvellement de la commission départementale consultative des gens du voyage

---

Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud,  
Préfet des Bouches-du-Rhône

- VU la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 modifiée relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage,
- VU le décret n°2001-540 du 25 juin 2001 modifié relatif à la composition et au fonctionnement de la commission départementale consultative des gens du voyage,
- VU l'arrêté n°13-2021-09-21-00008 du 21 septembre 2021 relatif au renouvellement de la commission départementale consultative des gens du voyage,

Sur proposition du sous-préfet d'Istres, chargé de la mission de coordination en matière de mise en œuvre du schéma départemental d'accueil des gens du voyage,

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** :

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'arrêté préfectoral n°13-2021-09-21-00008 du 21 septembre 2021 portant renouvellement de la commission départementale consultative des gens du voyage est modifié comme suit :

→ Parmi les personnalités désignées par le préfet sur proposition des associations représentatives des gens du voyage et de la diversité de leurs modes d'habitat et de vie, ainsi que des associations intervenant auprès des gens du voyage dans le département des Bouches-du-Rhône ou, à défaut, parmi des personnes qualifiées en raison de leur connaissance des gens du voyage :

- M. David RICHARD de l'ASNIT (association sociale nationale internationale tzigane), titulaire,
  - M. Raymond JUHEL, membre de l'ASNIT, suppléant,
- M. Denis KLUMPP, directeur de l'association régionale d'études et d'actions auprès de tziganes (AREAT), titulaire,
  - Mme Laura ROUSSEL, membre du bureau de l'AREAT, suppléante,
- M. Sylvain RASTOIN, directeur général de l'association pour le logement des travailleurs (ALOTRA), titulaire,
  - M. Jules FERNANDEZ, directeur de la gestion locative sociale d'ALOTRA, suppléant.

Les représentants titulaires et suppléants des autres structures associatives demeurent inchangés.

**Article 2 :**

Les autres articles de l'arrêté préfectoral n°13-2021-09-21-00008 du 21 septembre 2021 demeurent inchangés.

**Article 3 :**

Le sous-préfet d'Istres, chargé de la mission de coordination en matière de mise en œuvre du schéma départemental d'accueil des gens du voyage et la directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Marseille, le 11 janvier 2022

Le Préfet des Bouches-du-Rhône,

*Signé*

Christophe MIRMAND

Direction Departementale des Territoires et de  
la Mer 13

13-2022-01-14-00001

Arrêté préfectoral déléguant le droit de  
préemption à l'EPF PACA - Commune de  
Barbentane



**Arrêté préfectoral déléguant l'exercice du droit de préemption  
à l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur  
en application de l'article L210-1 du code de l'urbanisme  
pour l'acquisition du bien sis 34 avenue Bertherigues, cadastré section AX n° 77  
sur la commune de Barbentane (13570)**

**VU** le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.302-5 à L.302-9-2 et R.302-14 à R.302-26 ;

**VU** le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.210-1, L.212-1 et suivants, L.213-1 et suivants ;

**VU** la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2020 prononçant la carence définie par l'article L.302-9-1 du Code de la Construction et de l'Habitation au titre de la période triennale 2017-2019 pour la commune de Barbentane ;

**VU** la délibération du Conseil Municipal de Barbentane n° 002-2020 CM du 25.02.2020 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) et n° 004-2020 du 25.02.2020 ;

**Vu** la convention cadre n°3 d'intervention sur le territoire des communes en constat de carence signée le 17 juin 2021 entre l'Etat et l'Établissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur,

**VU** la convention multi-sites n°2 à l'échelle du territoire de la commune de Barbentane pour une intervention foncière à court terme destinée à la production de programmes d'habitat mixte, signée le 23 juillet 2019 par la commune de Barbentane et l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) ;

**Vu** le schéma de cohérence territoriale du Pays d'Arles approuvé en date du 13 avril 2018 et modifié le 26 avril 2019,

**VU** le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Barbentane qui place la parcelle objet de la DIA en zonage UA, correspondant au centre historique de la commune,

**VU** l'arrêté préfectoral signé le 17 juillet 2019 et paru au recueil des actes administratifs le 24 juillet 2019, de création d'une zone d'aménagement différé quartier du centre ancien,

**VU** la déclaration d'intention d'aliéner souscrite par Maître Dimitri DE ROUDNEFF, EXCEN, notaires associés, Tour Méditerranée, 65 avenue Jules Cantini à Marseille, reçue en mairie de Barbentane le 4 novembre 2021 et portant sur la vente du bien situé 34 rue Bertherigues sur la commune de Barbentane, correspondant à la parcelle cadastrée section AX n° 77 d'une superficie totale de 99 m<sup>2</sup>, au prix de 80 000,00 € (quatre vingt mille euros) visés dans la déclaration ;

**VU** la visite du bien avec l'EPF et France Domaines du 4 janvier 2022,

**VU** l'arrêté n°13-2021-06-10-00001 du 10 juin 2021 portant délégation de signature à M. Jean-Philippe D'ISSERNIO, Directeur Départemental interministériel des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône et arrêté n° 13-2021-06-14-00014 du 14 juin 2021 portant délégation de signature aux agents de la direction départementale des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône,

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté du 22 décembre 2020 prononçant la carence pour la commune de Barbentane entraîne le transfert de l'exercice du droit de préemption au représentant de l'État dans le département lorsque l'aliénation porte sur un des biens ou droits énumérés aux 1° à 4° de l'article [L. 213-1](#) du code de l'urbanisme, affecté au logement ou destiné à être affecté à une opération ayant fait l'objet de la convention prévue à l'article L. 302-9-1 du code de la construction et de l'habitation ;

**CONSIDÉRANT** que l'acquisition de ce bien, situé 34 avenue Bertherigues à Barbentane cadastrée section AX n° 77 d'une superficie totale de 99 m<sup>2</sup>, par l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur participe à la réalisation d'opérations d'aménagement ou de construction permettant à la commune la réalisation des objectifs déterminés en application du premier alinéa de l'article L.302-8 du code de la construction et de l'habitation ;

**CONSIDÉRANT** le délai légal de deux mois à compter de la communication de la déclaration d'intention d'aliéner pour faire part au propriétaire de l'intention d'acquérir en application du droit de préemption et, la possibilité de proroger ce délai en application des dispositions des articles L.213-2, R.213-7, D.213-13-1 du code de l'urbanisme.

## ARRÊTE

**Article premier** : L'exercice du droit de préemption pour l'acquisition du bien défini à l'article 2 est délégué à l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur en application de l'article L.210-1 du code de l'urbanisme ;

Le bien acquis contribuera à la réalisation des objectifs définis en application du premier alinéa de l'article L.302-8 du code de la construction et de l'habitation ;

**Article 2** : Le bien concerné par le présent arrêté est cadastré section AX n° 77 d'une superficie de 99 m<sup>2</sup>, et se situe 34 avenue Bertherigues à Barbentane ;

**Article 3** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône et Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État et notifié aux intéressés.

Marseille, le 14 Janvier 2022

Pour le Préfet et par délégation,  
le Directeur Départemental des Territoires et  
de la Mer des Bouches-du-Rhône

Signé

Jean-Philippe d'Issemio

**Délais et voies de recours :**

*Conformément à l'article R.421-1 du code de la justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa publication devant le tribunal administratif de Marseille. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet)*

16, rue Antoine Zattara – 13332 Marseille Cedex 3  
Téléphone : 04 91 28 40 40

[www.bouches-du-rhone.gouv.fr](http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr)

Direction Régionale des Douanes

13-2022-01-04-00004

2022 - 1



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

AIX EN PROVENCE, LE 4 JANV. 2022

*DR Aix-en-Provence*  
6, BLD DU CHATEAU-DOUBLE CS 80437  
13098 AIX EN PROVENCE  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : CHAUSSADAS Stephanie  
Téléphone : 09 70 27 91 09  
Télécopie : 04 42 59 46 58  
Mél : [dr-provence@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-provence@douane.finances.gouv.fr)

Décision 2022/1 du directeur régional à AIX EN PROVENCE portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à MARSEILLE dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative de l'argent liquide en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de

droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Article 9 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur régional,  
ORIGINAL SIGNE

*BRIVET Francois*

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Nom/prénom	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
<b>LE PIMPEC Mikael</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
<b>VERDURON Samantha</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>NAQUET Pierre-Alain</b>	60000	60000	60000	60000	60000

**Annexe II à la décision n° 2022/1 du 4 janv. 2022 du directeur régional *BRIVET Francois***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Nom/prénom	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
<b>LE PIMPEC Mikael</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
<b>DJERROUD Larbi</b>	0	0	0	0	8000
<b>GUERIN QUERVELLE Sophie</b>	0	0	0	0	8000
<b>LEVOYER Romain</b>	0	0	0	0	8000
<b>LOUVET Karen</b>	0	0	0	0	8000
<b>STAWIARSKI Laure</b>	0	0	0	0	8000
<b>LAFERRIERE Pascal</b>	0	0	0	0	4000
<b>FAIVRE Anne-Christel</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>VERDURON Samantha</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>BULOT Catherine</b>	0	0	0	0	8000
<b>GENEVET Martial</b>	0	0	0	0	8000
<b>BIZOT Guillaume</b>	0	0	0	0	8000
<b>CLAIRET Pascale</b>	0	0	0	0	8000
<b>SALVATORI Romain</b>	0	0	0	0	8000
<b>ATHENOUX Laurent</b>	0	0	0	0	8000
<b>BARTHOLO Patrice</b>	0	0	0	0	8000
<b>CLEMENT Severine</b>	0	0	0	0	8000
<b>ETIEMBLE Johann</b>	0	0	0	0	8000
<b>BROUCA Pascale</b>	0	0	0	0	8000
<b>PORTIER Bruno</b>	0	0	0	0	8000
<b>ANASTASIO Veronique</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>MERLE Laurent</b>	40000	40000	40000	40000	40000
<b>NAQUET Pierre-Alain</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>BOUTHORS Jacques</b>	0	0	0	0	4000
<b>MONNIN Christelle</b>	0	0	0	0	4000
<b>PONZE Christine</b>	0	0	0	0	4000
<b>AVELLINO Christophe</b>	0	0	0	0	4000
<b>CABALLERO Alphonse</b>	0	0	0	0	4000
<b>TCHOUKRIEL Henri</b>	0	0	0	0	4000
<b>COURT Cecile</b>	0	0	0	0	4000
<b>MANVILLE Luc</b>	0	0	0	0	4000
<b>VIAL Laurent</b>	0	0	0	0	4000
<b>ALBARET Olivier</b>	0	0	0	0	4000

<b>GAUTIER Herve</b>	0	0	0	0	4000
<b>PROTH Emmanuel</b>	0	0	0	0	4000
<b>PEYRAS Cecile</b>	0	0	0	0	4000
<b>YEKKEN Laurent</b>	0	0	0	0	4000

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

<b>Nom/prénom</b>	<b>Droits compromis</b>	<b>Droits fraudés</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Valeur des marchandises</b>
<b>LE PIMPEC Mikael</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DJERROUD Larbi</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GUERIN QUERVELLE Sophie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LEVOYER Romain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LOUVET Karen</b>	15000	7500	1500	15000
<b>STAWIARSKI Laure</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LAFERRIERE Pascal</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FAIVRE Anne-Christel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VERDURON Samantha</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BULOT Catherine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GENEVET Martial</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BIZOT Guillaume</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CHABRE Nathalie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CLAIRET Pascale</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FOURNIER Fabienne</b>	10000	5000	1000	10000
<b>FRANCIN Patricia</b>	10000	5000	1000	10000
<b>FRANCIN Sylvie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LANDRU Valerie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MASCOT Noelle</b>	10000	5000	1000	10000
<b>SALVATORI Romain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SCHAGUENE Frederic</b>	10000	5000	1000	10000
<b>WOLF Barbara</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BOURDIN Celine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DEWASMES Cecile</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MEYER-SCHIEDT Christiane</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ATHENOUX Laurent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BARTHOLO Patrice</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CAMBE Karine</b>	10000	5000	1000	10000

<b>CLEMENT Severine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DA-ROS Serena</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ETIEMBLE Johann</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FABRE Corinne</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GUERIOUN Mohamed</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LEFFAD Mariam</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MADOZ-VIDAL SICARD Annick</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MAUCLAIR Florence</b>	10000	5000	1000	10000
<b>PERONNE Isabelle</b>	10000	5000	1000	10000
<b>POHIER Sophie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>REBERGUE Marie-Anne</b>	10000	5000	1000	10000
<b>RICOUX Pierre</b>	10000	5000	1000	10000
<b>RIPERT Marina</b>	10000	5000	1000	10000
<b>SERRES Frederic</b>	10000	5000	1000	10000
<b>SIARD Benjamin</b>	10000	5000	1000	10000
<b>VITALIS Celine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BROUCA Pascale</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CABOCHE Amandine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>FRANCK Helene</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GESLIN Severine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>HALLIER Philippe</b>	10000	5000	1000	10000
<b>HIBON Roselyne</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LOUIS Nicole</b>	10000	5000	1000	10000
<b>NOBLET Thomas</b>	10000	5000	1000	10000
<b>NOIR Laurence</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ODOUL Arnaud</b>	10000	5000	1000	10000
<b>PERONNET Virginie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>POIVRE Claudie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>PORTIER Bruno</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ROTHAN Djalal</b>	10000	5000	1000	10000
<b>TUFFAL Jean-Luc</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ANASTASIO Veronique</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MERLE Laurent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>NAQUET Pierre-Alain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ACQUARONE Jean-Claude</b>	10000	5000	1000	10000
<b>AÏSSA-BEY Jean-Olivier</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BLANCHET Remy</b>	10000	5000	1000	10000

<b>BONNEFEMNE Julie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BOUTHORS Jacques</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CAMBIEN Sophia</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CASAMAYOU Jean-Luc</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CASAMAYOU Christine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CASTRO Albin</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DANIEL Xavier</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DREYER Christophe</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DUMONT Baptiste</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GALERA Julien</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GARAMPON David</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GENCE Sophie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GRICOURT Laetitia</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GUESNEUX Clement</b>	10000	5000	1000	10000
<b>HELFER Brigitte</b>	10000	5000	1000	10000
<b>JOUAULT Catherine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LAVAUUR Benjamin</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LE MEUR Marianne</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MANI Danielle</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MAOULIN David</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MONNIN Christelle</b>	15000	7500	1500	15000
<b>NGUYEN Quang-Quyen</b>	10000	5000	1000	10000
<b>OZENDA Mathieu</b>	10000	5000	1000	10000
<b>PONZE Christine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>TELMARD Anthony</b>	10000	5000	1000	10000
<b>URSULE Estelle</b>	10000	5000	1000	10000
<b>VASTEL Eric</b>	10000	5000	1000	10000
<b>AVELLINO Christophe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BANQUART Xavier</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BRINGARD Gisele</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CABALLERO Alphonse</b>	15000	7500	1500	15000
<b>COUSIN Christine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DARRIOULAT David</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DI DONATO Randy</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DUMONT Anthony</b>	10000	5000	1000	10000
<b>FELIX Magali</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GRESEQUE David</b>	10000	5000	1000	10000

<b>GUEDON Sylviane</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LARCHER Gilles</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LETOURNIANT Pascal</b>	10000	5000	1000	10000
<b>NICOLINI Richard</b>	10000	5000	1000	10000
<b>PICOT Marie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>POPLAWSKI Sebastien</b>	10000	5000	1000	10000
<b>POUPEL Veronique</b>	10000	5000	1000	10000
<b>RINGEONNEAUD Philippe</b>	10000	5000	1000	10000
<b>SANCHEZ Virginie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>SAVOIRE Wilfrid</b>	10000	5000	1000	10000
<b>TCHOUKRIEL Henri</b>	15000	7500	1500	15000
<b>YVAGNES Thierry</b>	10000	5000	1000	10000
<b>AURAND Raphael</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BARBOT Romain</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CARPENTIER Romain</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CERSOSIMO Nicolas</b>	10000	5000	1000	10000
<b>COURT Cecile</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DAIRAIN Maxime</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DELCAMBRE Jerome</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DESCHEEMACKER Jean-Charles</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DI NAPOLI Jean-Victor</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DURAND Marc</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GADAN Alain</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GEYNET Stephan</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GOUSSEAU Kevin</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GUIBAL Ronan</b>	10000	5000	1000	10000
<b>HUELIN Arnaud</b>	10000	5000	1000	10000
<b>JACQUET Claudius</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LAUGIER--BRICIO ARBESUK Claire</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LORENZO Benoit</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MAIRE Pierre</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MANVILLE Luc</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PEJOUT Romain</b>	10000	5000	1000	10000
<b>PONCET Alexandre</b>	10000	5000	1000	10000
<b>SOUAB Fadoua</b>	10000	5000	1000	10000
<b>STUCK Mathieu</b>	10000	5000	1000	10000
<b>VIAL Laurent</b>	15000	7500	1500	15000

<b>VIGNAL Florence</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ALBARET Olivier</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ARMITANO Enzo</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BEHR Patrick</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BERTRAND Anne-Laure</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BESCOND Stephane</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BOLDIN Noelle</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BOLLA Guillaume</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BOUSSIÈRE Pascal</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ERRERA Camille</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ESPANOL Eric</b>	10000	5000	1000	10000
<b>FABRE Philippe</b>	10000	5000	1000	10000
<b>FACKEURE Willy</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GAUTIER Herve</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GOUTOURNEAU Julien</b>	10000	5000	1000	10000
<b>HENRIETTE Stephane</b>	10000	5000	1000	10000
<b>KEO Carine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LECCE Georges</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LOUIS Sebastien</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MOUYCHARD Laura</b>	10000	5000	1000	10000
<b>PROTH Emmanuel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PROTH-LEZER Severine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ROUSSEAU Jerome</b>	10000	5000	1000	10000
<b>THERY Kevin</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BRUCHET Cathy</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CARRIERE Romain</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CHAUVELOT Jerome</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DEGARDIN Sandrine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GRARD Mel</b>	10000	5000	1000	10000
<b>HAROUN Steve</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MAZET Jean-Patrice</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MILHAU Matthieu</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MOMBEL Pascal</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MONTALAND Quentin</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MOYANO David</b>	10000	5000	1000	10000
<b>PEYRAS Cecile</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PHAM Emmanuel</b>	10000	5000	1000	10000

<b>ROLLAND Thierry</b>	10000	5000	1000	10000
<b>YEKKEN Laurent</b>	10000	5000	1000	10000

**Annexe IV à la décision n° 2022/1 du 4 janv. 2022 du directeur régional *BRIVET Francois***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>LE PIMPEC Mikael</b>	250000	100000	250000
<b>DJERROUD Larbi</b>	24000	10000	43000
<b>GUERIN QUERVELLE Sophie</b>	24000	10000	43000
<b>LEVOYER Romain</b>	24000	10000	43000
<b>LOUVET Karen</b>	24000	10000	43000
<b>STAWIARSKI Laure</b>	24000	10000	43000
<b>LAFERRIERE Pascal</b>	24000	10000	43000
<b>FAIVRE Anne-Christel</b>	35000	15000	65000
<b>VERDURON Samantha</b>	35000	15000	65000
<b>AZALBERT Caroline</b>	1500	7500	15000
<b>BARTOLINI Bruno</b>	1500	7500	15000
<b>BEGUE Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>BORDES Virginie</b>	1500	7500	15000
<b>BOUSQUET Franck</b>	1500	7500	15000
<b>BULOT Catherine</b>	24000	10000	43000
<b>DESPREZ Patrick</b>	1500	7500	15000
<b>DOUBLECOURT Claudie</b>	1500	7500	15000
<b>DUPREY Michel</b>	1500	7500	15000
<b>GARCIA Geraldine</b>	1500	7500	15000
<b>GARCIA Yannick</b>	1500	7500	15000
<b>GENEVET Martial</b>	24000	10000	43000
<b>JACOB Gerard</b>	1500	7500	15000
<b>LANGLOIS Melinda</b>	1500	7500	15000
<b>MAILLARD Benoit</b>	1500	7500	15000
<b>MASSON Agnes</b>	1500	7500	15000
<b>NAVARRO Isabelle</b>	1500	7500	15000
<b>NICOUD Amelie</b>	1500	7500	15000
<b>OUET Catherine</b>	1500	7500	15000
<b>PEDEPRAT Dominique</b>	1500	7500	15000
<b>PEERS Vanessa</b>	1500	7500	15000
<b>ROCHARD Bruno</b>	1500	7500	15000
<b>SEIGNOBOS Celine</b>	1500	7500	15000
<b>VACHER Stephanie</b>	1500	7500	15000
<b>VUOLO Wanda</b>	1500	7500	15000

<b>YNESTA Laurence</b>	1500	7500	15000
<b>CHAPUIS Agnes</b>	24000	10000	43000
<b>DUGENY Philippe</b>	24000	10000	43000
<b>HALDY Francois</b>	1500	7500	15000
<b>HALLIER Chantal</b>	1500	7500	15000
<b>LARGEAU Francois</b>	1500	7500	15000
<b>LOISEAU Nicole</b>	1500	7500	15000
<b>LOISEAU Pierre-Henri</b>	1500	7500	15000
<b>MORO Didier</b>	1500	7500	15000
<b>MOURADI Mustapha</b>	1500	7500	15000
<b>NICOLEAU Claire</b>	24000	10000	43000
<b>WATREMEZ Eric</b>	24000	10000	43000
<b>ZECHEL Nathalie</b>	1500	7500	15000
<b>BOURDIN Celine</b>	1500	7500	15000
<b>DEWASMES Cecile</b>	1500	7500	15000
<b>MEYER-SCHIEDT Christiane</b>	1500	7500	15000
<b>ATHENOUX Laurent</b>	24000	10000	43000
<b>BARTHOLO Patrice</b>	24000	10000	43000
<b>CAMBE Karine</b>	1500	7500	15000
<b>CLEMENT Severine</b>	24000	10000	43000
<b>ETIEMBLE Johann</b>	24000	10000	43000
<b>FABRE Corinne</b>	1500	7500	15000
<b>LEFFAD Mariam</b>	1500	7500	15000
<b>MAUCLAIR Florence</b>	1500	7500	15000
<b>REBERGUE Marie-Anne</b>	1500	7500	15000
<b>SIARD Benjamin</b>	1500	7500	15000
<b>ANASTASIO Veronique</b>	35000	15000	65000
<b>NAQUET Pierre-Alain</b>	35000	15000	65000
<b>ACQUARONE Jean-Claude</b>	1500	7500	15000
<b>AÏSSA-BEY Jean-Olivier</b>	1500	7500	15000
<b>BLANCHET Remy</b>	1500	7500	15000
<b>BONNEFEMNE Julie</b>	1500	7500	15000
<b>BOUTHORS Jacques</b>	24000	10000	43000
<b>CAMBIEN Sophia</b>	1500	7500	15000
<b>CASAMAYOU Jean-Luc</b>	1500	7500	15000
<b>CASAMAYOU Christine</b>	1500	7500	15000
<b>CASTRO Albin</b>	1500	7500	15000
<b>DANIEL Xavier</b>	1500	7500	15000
<b>DREYER Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>DUMONT Baptiste</b>	1500	7500	15000
<b>GALERA Julien</b>	1500	7500	15000
<b>GARAMPON David</b>	1500	7500	15000
<b>GENCE Sophie</b>	1500	7500	15000

<b>GRICOURT Laetitia</b>	1500	7500	15000
<b>GUESNEUX Clement</b>	1500	7500	15000
<b>HELFER Brigitte</b>	1500	7500	15000
<b>JOUAULT Catherine</b>	1500	7500	15000
<b>LAVAU Benjamin</b>	1500	7500	15000
<b>LE MEUR Marianne</b>	1500	7500	15000
<b>MANI Danielle</b>	1500	7500	15000
<b>MAOULIN David</b>	1500	7500	15000
<b>MONNIN Christelle</b>	24000	10000	43000
<b>NGUYEN Quang-Quyen</b>	1500	7500	15000
<b>OZENDA Mathieu</b>	1500	7500	15000
<b>PONZE Christine</b>	24000	10000	43000
<b>TELMARD Anthony</b>	1500	7500	15000
<b>URSULE Estelle</b>	1500	7500	15000
<b>VASTEL Eric</b>	1500	7500	15000
<b>AVELLINO Christophe</b>	24000	10000	43000
<b>BANQUART Xavier</b>	1500	7500	15000
<b>BRINGARD Gisele</b>	1500	7500	15000
<b>CABALLERO Alphonse</b>	24000	10000	43000
<b>COUSIN Christine</b>	1500	7500	15000
<b>DARRIOULAT David</b>	1500	7500	15000
<b>DI DONATO Randy</b>	1500	7500	15000
<b>DUMONT Anthony</b>	1500	7500	15000
<b>FELIX Magali</b>	1500	7500	15000
<b>GRESEQUE David</b>	1500	7500	15000
<b>GUEDON Sylviane</b>	1500	7500	15000
<b>LARCHER Gilles</b>	1500	7500	15000
<b>LETOURNIANT Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>NICOLINI Richard</b>	1500	7500	15000
<b>PICOT Marie</b>	1500	7500	15000
<b>POPLAWSKI Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>POUPEL Veronique</b>	1500	7500	15000
<b>RINGEONNEAUD Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>SANCHEZ Virginie</b>	1500	7500	15000
<b>SAVOIRE Wilfrid</b>	1500	7500	15000
<b>TCHOUKRIEL Henri</b>	24000	10000	43000
<b>YVAGNES Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>AURAND Raphael</b>	1500	7500	15000
<b>BARBOT Romain</b>	1500	7500	15000
<b>CARPENTIER Romain</b>	1500	7500	15000
<b>CERSOSIMO Nicolas</b>	1500	7500	15000
<b>COURT Cecile</b>	24000	10000	43000
<b>DAIRAIN Maxime</b>	1500	7500	15000

<b>DELCAMBRE Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>DESCHEEMACKER Jean-Charles</b>	1500	7500	15000
<b>DI NAPOLI Jean-Victor</b>	1500	7500	15000
<b>DURAND Marc</b>	1500	7500	15000
<b>GADAN Alain</b>	1500	7500	15000
<b>GEYNET Stephan</b>	1500	7500	15000
<b>GOUSSEAU Kevin</b>	1500	7500	15000
<b>GUIBAL Ronan</b>	1500	7500	15000
<b>HUELIN Arnaud</b>	1500	7500	15000
<b>JACQUET Claudius</b>	1500	7500	15000
<b>LAUGIER--BRICIO ARBESUK Claire</b>	1500	7500	15000
<b>LORENZO Benoit</b>	1500	7500	15000
<b>MAIRE Pierre</b>	1500	7500	15000
<b>MANVILLE Luc</b>	24000	10000	43000
<b>PEJOUT Romain</b>	1500	7500	15000
<b>PONCET Alexandre</b>	1500	7500	15000
<b>SOUAB Fadoua</b>	1500	7500	15000
<b>STUCK Mathieu</b>	1500	7500	15000
<b>VIAL Laurent</b>	24000	10000	43000
<b>VIGNAL Florence</b>	1500	7500	15000
<b>ALBARET Olivier</b>	24000	10000	43000
<b>ARMITANO Enzo</b>	1500	7500	15000
<b>BEHR Patrick</b>	1500	7500	15000
<b>BERTRAND Anne-Laure</b>	1500	7500	15000
<b>BESCOND Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>BOLDIN Noelle</b>	1500	7500	15000
<b>BOLLA Guillaume</b>	1500	7500	15000
<b>BOUSSIÈRE Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>ERRERA Camille</b>	1500	7500	15000
<b>ESPANOL Eric</b>	1500	7500	15000
<b>FABRE Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>FACKEURE Willy</b>	1500	7500	15000
<b>GAUTIER Herve</b>	24000	10000	43000
<b>GOUTOURNEAU Julien</b>	1500	7500	15000
<b>HENRIETTE Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>KEO Carine</b>	1500	7500	15000
<b>LECCE Georges</b>	1500	7500	15000
<b>LOUIS Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>MOUYCHARD Laura</b>	1500	7500	15000
<b>PROTH Emmanuel</b>	24000	10000	43000
<b>PROTH-LEZER Severine</b>	1500	7500	15000
<b>ROUSSEAU Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>THERY Kevin</b>	1500	7500	15000

<b>BRUCHET Cathy</b>	1500	7500	15000
<b>CARRIERE Romain</b>	1500	7500	15000
<b>CHAUVELOT Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>DEGARDIN Sandrine</b>	1500	7500	15000
<b>GRARD Mel</b>	1500	7500	15000
<b>HAROUN Steve</b>	1500	7500	15000
<b>MAZET Jean-Patrice</b>	1500	7500	15000
<b>MILHAU Matthieu</b>	1500	7500	15000
<b>MOMBEL Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>MONTALAND Quentin</b>	1500	7500	15000
<b>MOYANO David</b>	1500	7500	15000
<b>PEYRAS Cecile</b>	24000	10000	43000
<b>PHAM Emmanuel</b>	1500	7500	15000
<b>ROLLAND Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>YEKKEN Laurent</b>	24000	10000	43000

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>LE PIMPEC Mikael</b>	250000	100000	250000
<b>DJERROUD Larbi</b>	24000	10000	43000
<b>GUERIN QUERVELLE Sophie</b>	24000	10000	43000
<b>LEVOYER Romain</b>	24000	10000	43000
<b>LOUVET Karen</b>	24000	10000	43000
<b>STAWIARSKI Laure</b>	24000	10000	43000
<b>LAFERRIERE Pascal</b>	24000	10000	43000
<b>FAIVRE Anne-Christel</b>	35000	15000	65000
<b>VERDURON Samantha</b>	35000	15000	65000
<b>AZALBERT Caroline</b>	1500	7500	15000
<b>BARTOLINI Bruno</b>	1500	7500	15000
<b>BEGUE Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>BORDES Virginie</b>	1500	7500	15000
<b>BOUSQUET Franck</b>	1500	7500	15000
<b>BULOT Catherine</b>	24000	10000	43000
<b>DESPREZ Patrick</b>	1500	7500	15000
<b>DOUBLECOURT Claudie</b>	1500	7500	15000
<b>DUPREY Michel</b>	1500	7500	15000
<b>GARCIA Yannick</b>	1500	7500	15000
<b>GARCIA Geraldine</b>	1500	7500	15000
<b>GENEVET Martial</b>	24000	10000	43000
<b>JACOB Gerard</b>	1500	7500	15000
<b>LANGLOIS Melinda</b>	1500	7500	15000
<b>MAILLARD Benoit</b>	1500	7500	15000
<b>MASSON Agnes</b>	1500	7500	15000
<b>NAVARRO Isabelle</b>	1500	7500	15000
<b>NICOUD Amelie</b>	1500	7500	15000
<b>OUET Catherine</b>	1500	7500	15000
<b>PEDEPRAT Dominique</b>	1500	7500	15000
<b>PEERS Vanessa</b>	1500	7500	15000
<b>ROCHARD Bruno</b>	1500	7500	15000
<b>SEIGNOBOS Celine</b>	1500	7500	15000
<b>VACHER Stephanie</b>	1500	7500	15000
<b>VUOLO Wanda</b>	1500	7500	15000

<b>YNESTA Laurence</b>	1500	7500	15000
<b>CHAPUIS Agnes</b>	24000	10000	43000
<b>DUGENY Philippe</b>	24000	10000	43000
<b>HALDY Francois</b>	1500	7500	15000
<b>HALLIER Chantal</b>	1500	7500	15000
<b>LARGEAU Francois</b>	1500	7500	15000
<b>LOISEAU Nicole</b>	1500	7500	15000
<b>LOISEAU Pierre-Henri</b>	1500	7500	15000
<b>MORO Didier</b>	1500	7500	15000
<b>MOURADI Mustapha</b>	1500	7500	15000
<b>NICOLEAU Claire</b>	24000	10000	43000
<b>WATREMEZ Eric</b>	24000	10000	43000
<b>ZECHEL Nathalie</b>	1500	7500	15000
<b>BOURDIN Celine</b>	1500	7500	15000
<b>DEWASMES Cecile</b>	1500	7500	15000
<b>MEYER-SCHEIDT Christiane</b>	1500	7500	15000
<b>ATHENOUX Laurent</b>	24000	10000	43000
<b>BARTHOLO Patrice</b>	24000	10000	43000
<b>CAMBE Karine</b>	1500	7500	15000
<b>CLEMENT Severine</b>	24000	100000	43000
<b>ETIEMBLE Johann</b>	24000	100000	43000
<b>FABRE Corinne</b>	1500	7500	15000
<b>LEFFAD Mariam</b>	1500	7500	15000
<b>MAUCLAIR Florence</b>	1500	7500	15000
<b>REBERGUE Marie-Anne</b>	1500	7500	15000
<b>SIARD Benjamin</b>	1500	7500	15000
<b>ANASTASIO Veronique</b>	35000	15000	65000
<b>NAQUET Pierre-Alain</b>	35000	15000	65000
<b>ACQUARONE Jean-Claude</b>	1500	7500	15000
<b>AÏSSA-BEY Jean-Olivier</b>	1500	7500	15000
<b>BLANCHET Remy</b>	1500	7500	15000
<b>BONNEFEMNE Julie</b>	1500	7500	15000
<b>BOUTHORS Jacques</b>	24000	10000	43000
<b>CAMBIEN Sophia</b>	1500	7500	15000
<b>CASAMAYOU Christine</b>	1500	7500	15000
<b>CASAMAYOU Jean-Luc</b>	1500	7500	15000
<b>CASTRO Albin</b>	1500	7500	15000
<b>DANIEL Xavier</b>	1500	7500	15000
<b>DREYER Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>DUMONT Baptiste</b>	1500	7500	15000
<b>GALERA Julien</b>	1500	7500	15000
<b>GARAMPON David</b>	1500	7500	15000
<b>GENCE Sophie</b>	1500	7500	15000

<b>GRICOURT Laetitia</b>	1500	7500	15000
<b>GUESNEUX Clement</b>	1500	7500	15000
<b>HELFER Brigitte</b>	1500	7500	15000
<b>JOUAULT Catherine</b>	1500	7500	15000
<b>LAVAU Benjamin</b>	1500	7500	15000
<b>LE MEUR Marianne</b>	1500	7500	15000
<b>MANI Danielle</b>	1500	7500	15000
<b>MAOULIN David</b>	1500	7500	15000
<b>MONNIN Christelle</b>	24000	10000	43000
<b>NGUYEN Quang-Quyen</b>	1500	7500	15000
<b>OZENDA Mathieu</b>	1500	7500	15000
<b>PONZE Christine</b>	24000	10000	43000
<b>TELMARD Anthony</b>	1500	7500	15000
<b>URSULE Estelle</b>	1500	7500	15000
<b>VASTEL Eric</b>	1500	7500	15000
<b>AVELLINO Christophe</b>	24000	10000	43000
<b>BANQUART Xavier</b>	1500	7500	15000
<b>BRINGARD Gisele</b>	1500	7500	15000
<b>CABALLERO Alphonse</b>	24000	10000	43000
<b>COUSIN Christine</b>	1500	7500	15000
<b>DARRIOULAT David</b>	1500	7500	15000
<b>DI DONATO Randy</b>	1500	7500	15000
<b>DUMONT Anthony</b>	1500	7500	15000
<b>FELIX Magali</b>	1500	7500	15000
<b>GRESEQUE David</b>	1500	7500	15000
<b>GUEDON Sylviane</b>	1500	7500	15000
<b>LARCHER Gilles</b>	1500	7500	15000
<b>LETOURNIANT Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>NICOLINI Richard</b>	1500	7500	15000
<b>PICOT Marie</b>	1500	7500	15000
<b>POPLAWSKI Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>POUPEL Veronique</b>	1500	7500	15000
<b>RINGEONNEAUD Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>SANCHEZ Virginie</b>	1500	7500	15000
<b>SAVOIRE Wilfrid</b>	1500	7500	15000
<b>TCHOUKRIEL Henri</b>	24000	10000	43000
<b>YVAGNES Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>AURAND Raphael</b>	1500	7500	15000
<b>BARBOT Romain</b>	1500	7500	15000
<b>CARPENTIER Romain</b>	1500	7500	15000
<b>CERSOSIMO Nicolas</b>	1500	7500	15000
<b>COURT Cecile</b>	24000	10000	43000
<b>DAIRAIN Maxime</b>	1500	7500	15000

<b>DELCAMBRE Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>DESCHEEMACKER Jean-Charles</b>	1500	7500	15000
<b>DI NAPOLI Jean-Victor</b>	1500	7500	15000
<b>DURAND Marc</b>	1500	7500	15000
<b>GADAN Alain</b>	1500	7500	15000
<b>GEYNET Stephan</b>	1500	7500	15000
<b>GOUSSEAU Kevin</b>	1500	7500	15000
<b>GUIBAL Ronan</b>	1500	7500	15000
<b>HUELIN Arnaud</b>	1500	7500	15000
<b>JACQUET Claudius</b>	1500	7500	15000
<b>LAUGIER--BRICIO ARBESUK Claire</b>	1500	7500	15000
<b>LORENZO Benoit</b>	1500	7500	15000
<b>MAIRE Pierre</b>	1500	7500	15000
<b>MANVILLE Luc</b>	24000	10000	43000
<b>PEJOUT Romain</b>	1500	7500	15000
<b>PONCET Alexandre</b>	1500	7500	15000
<b>SOUAB Fadoua</b>	1500	7500	15000
<b>STUCK Mathieu</b>	1500	7500	15000
<b>VIAL Laurent</b>	24000	10000	43000
<b>VIGNAL Florence</b>	1500	7500	15000
<b>ALBARET Olivier</b>	24000	10000	43000
<b>ARMITANO Enzo</b>	1500	7500	15000
<b>BEHR Patrick</b>	1500	7500	15000
<b>BERTRAND Anne-Laure</b>	1500	7500	15000
<b>BESCOND Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>BOLDIN Noelle</b>	1500	7500	15000
<b>BOLLA Guillaume</b>	1500	7500	15000
<b>BOUSSIÈRE Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>ERRERA Camille</b>	1500	7500	15000
<b>ESPANOL Eric</b>	1500	7500	15000
<b>FABRE Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>FACKEURE Willy</b>	1500	7500	15000
<b>GAUTIER Herve</b>	24000	10000	43000
<b>GOUTOURNEAU Julien</b>	1500	7500	15000
<b>HENRIETTE Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>KEO Carine</b>	1500	7500	15000
<b>LECCE Georges</b>	1500	7500	15000
<b>LOUIS Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>MOUYCHARD Laura</b>	1500	7500	15000
<b>PROTH Emmanuel</b>	24000	10000	43000
<b>PROTH-LEZER Severine</b>	1500	7500	15000
<b>ROUSSEAU Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>THERY Kevin</b>	1500	7500	15000

<b>BRUCHET Cathy</b>	1500	7500	15000
<b>CARRIERE Romain</b>	1500	7500	15000
<b>CHAUVELOT Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>DEGARDIN Sandrine</b>	1500	7500	15000
<b>GRARD Mel</b>	1500	7500	15000
<b>HAROUN Steve</b>	1500	7500	15000
<b>MAZET Jean-Patrice</b>	1500	7500	15000
<b>MILHAU Matthieu</b>	1500	7500	15000
<b>MOMBEL Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>MONTALAND Quentin</b>	1500	7500	15000
<b>MOYANO David</b>	1500	7500	15000
<b>PEYRAS Cecile</b>	24000	10000	43000
<b>PHAM Emmanuel</b>	1500	7500	15000
<b>ROLLAND Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>YEKKEN Laurent</b>	24000	10000	43000

**Annexe VI à la décision n° 2022/1 du 4 janv. 2022 du directeur régional *BRIVET Francois***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Nom/prénom	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...
<b>LE PIMPEC Mikael</b>	300000	150000
<b>DJERROUD Larbi</b>	40000	40000
<b>GUERIN QUERVELLE Sophie</b>	40000	40000
<b>LEVOYER Romain</b>	40000	40000
<b>LOUVET Karen</b>	40000	40000
<b>STAWIARSKI Laure</b>	40000	40000
<b>LAFERRIERE Pascal</b>	40000	40000
<b>FAIVRE Anne-Christel</b>	40000	40000
<b>VERDURON Samantha</b>	40000	40000
<b>ANASTASIO Veronique</b>	40000	40000
<b>NAQUET Pierre-Alain</b>	40000	40000
<b>BLANCHET Remy</b>	40000	40000
<b>BOUTHORS Jacques</b>	40000	40000
<b>CASAMAYOU Jean-Luc</b>	40000	40000
<b>DANIEL Xavier</b>	40000	40000
<b>DUMONT Baptiste</b>	40000	40000
<b>GENCE Sophie</b>	40000	40000
<b>JOUAULT Catherine</b>	40000	40000
<b>MANI Danielle</b>	40000	40000
<b>MONNIN Christelle</b>	40000	40000
<b>PONZE Christine</b>	40000	40000
<b>URSULE Estelle</b>	40000	40000
<b>VASTEL Eric</b>	40000	40000
<b>AVELLINO Christophe</b>	40000	40000
<b>BANQUART Xavier</b>	40000	40000
<b>BRINGARD Gisele</b>	40000	40000
<b>CABALLERO Alphonse</b>	40000	40000
<b>DARRIOULAT David</b>	40000	40000
<b>DI DONATO Randy</b>	40000	40000
<b>GRESEQUE David</b>	40000	40000
<b>GUEDON Sylviane</b>	40000	40000
<b>PICOT Marie</b>	40000	40000
<b>POPLAWSKI Sebastien</b>	40000	40000

<b>RINGEONNEAUD Philippe</b>	40000	40000
<b>SAVOIRE Wilfrid</b>	40000	40000
<b>TCHOUKRIEL Henri</b>	40000	40000
<b>BARBOT Romain</b>	40000	40000
<b>CERSOSIMO Nicolas</b>	40000	40000
<b>COURT Cecile</b>	40000	40000
<b>DELCAMBRE Jerome</b>	40000	40000
<b>DESCHEEMACKER Jean-Charles</b>	40000	40000
<b>DI NAPOLI Jean-Victor</b>	40000	40000
<b>HUELIN Arnaud</b>	40000	40000
<b>MAIRE Pierre</b>	40000	40000
<b>MANVILLE Luc</b>	40000	40000
<b>PEJOUT Romain</b>	40000	40000
<b>PONCET Alexandre</b>	40000	40000
<b>SOUAB Fadoua</b>	40000	40000
<b>STUCK Mathieu</b>	40000	40000
<b>VIAL Laurent</b>	40000	40000
<b>ALBARET Olivier</b>	40000	40000
<b>BEHR Patrick</b>	40000	40000
<b>BERTRAND Anne-Laure</b>	40000	40000
<b>BESCOND Stephane</b>	40000	40000
<b>BOLDIN Noelle</b>	40000	40000
<b>BOUISSIERE Pascal</b>	40000	40000
<b>GAUTIER Herve</b>	40000	40000
<b>GOUTOURNEAU Julien</b>	40000	40000
<b>LOUIS Sebastien</b>	40000	40000
<b>MOUYCHARD Laura</b>	40000	40000
<b>PROTH Emmanuel</b>	40000	40000
<b>CHAUVELOT Jerome</b>	40000	40000
<b>DEGARDIN Sandrine</b>	40000	40000
<b>HAROUN Steve</b>	40000	40000
<b>MOYANO David</b>	40000	40000
<b>PEYRAS Cecile</b>	40000	40000
<b>YEKKEN Laurent</b>	40000	40000

**Annexe VII à la décision n° 2022/1 du 4 janv. 2022 du directeur régional *BRIVET Francois***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>LE PIMPEC Mikael</b>	1500	7500	15000
<b>LAFERRIERE Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>FAIVRE Anne-Christel</b>	1500	7500	15000
<b>VERDURON Samantha</b>	1500	7500	15000
<b>ANASTASIO Veronique</b>	1500	7500	15000
<b>NAQUET Pierre-Alain</b>	1500	7500	15000
<b>ACQUARONE Jean-Claude</b>	1000	5000	10000
<b>AÏSSA-BEY Jean-Olivier</b>	1000	5000	10000
<b>BLANCHET Remy</b>	1000	5000	10000
<b>BONNEFEMNE Julie</b>	1000	5000	10000
<b>BOUTHORS Jacques</b>	1500	7500	15000
<b>CAMBIEN Sophia</b>	1000	5000	10000
<b>CASAMAYOU Christine</b>	1000	5000	10000
<b>CASAMAYOU Jean-Luc</b>	1000	5000	10000
<b>CASTRO Albin</b>	1000	5000	10000
<b>DANIEL Xavier</b>	1000	5000	10000
<b>DREYER Christophe</b>	1000	5000	10000
<b>DUMONT Baptiste</b>	1000	5000	10000
<b>GALERA Julien</b>	1000	5000	10000
<b>GARAMPON David</b>	1000	5000	10000
<b>GENCE Sophie</b>	1000	5000	10000
<b>GRICOURT Laetitia</b>	1000	5000	10000
<b>GUESNEUX Clement</b>	1000	5000	10000
<b>HELFER Brigitte</b>	1000	5000	10000
<b>JOUAULT Catherine</b>	1000	5000	10000
<b>LAVAUUR Benjamin</b>	1000	5000	10000
<b>LE MEUR Marianne</b>	1000	5000	10000
<b>MANI Danielle</b>	1000	5000	10000
<b>MAOULIN David</b>	1000	5000	10000
<b>MONNIN Christelle</b>	1500	7500	15000
<b>NGUYEN Quang-Quyen</b>	1000	5000	10000
<b>OZENDA Mathieu</b>	1000	5000	10000
<b>PONZE Christine</b>	1500	7500	15000
<b>TELMARD Anthony</b>	1000	5000	10000
<b>URSULE Estelle</b>	1000	5000	10000

<b>VASTEL Eric</b>	1000	5000	10000
<b>AVELLINO Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>BANQUART Xavier</b>	1000	5000	10000
<b>BRINGARD Gisele</b>	1000	5000	10000
<b>CABALLERO Alphonse</b>	1500	7500	15000
<b>COUSIN Christine</b>	1000	5000	10000
<b>DARRIOULAT David</b>	1000	5000	10000
<b>DI DONATO Randy</b>	1000	5000	10000
<b>DUMONT Anthony</b>	1000	5000	10000
<b>FELIX Magali</b>	1000	5000	10000
<b>GRESEQUE David</b>	1000	5000	10000
<b>GUEDON Sylviane</b>	1000	5000	10000
<b>LARCHER Gilles</b>	1000	5000	10000
<b>LETOURNIANT Pascal</b>	1000	5000	10000
<b>NICOLINI Richard</b>	1000	5000	10000
<b>PICOT Marie</b>	1000	5000	10000
<b>POPLAWSKI Sebastien</b>	1000	5000	10000
<b>POUPEL Veronique</b>	1000	5000	10000
<b>RINGEONNEAUD Philippe</b>	1000	5000	10000
<b>SANCHEZ Virginie</b>	1000	5000	10000
<b>SAVOIRE Wilfrid</b>	1000	5000	10000
<b>TCHOUKRIEL Henri</b>	1500	7500	15000
<b>YVAGNES Thierry</b>	1000	5000	10000
<b>AURAND Raphael</b>	1000	5000	10000
<b>BARBOT Romain</b>	1000	5000	10000
<b>CARPENTIER Romain</b>	1000	5000	10000
<b>CERSOSIMO Nicolas</b>	1000	5000	10000
<b>COURT Cecile</b>	1500	7500	15000
<b>DAIRAIN Maxime</b>	1000	5000	10000
<b>DELCAMBRE Jerome</b>	1000	5000	10000
<b>DESCHEEMACKER Jean-Charles</b>	1000	5000	10000
<b>DI NAPOLI Jean-Victor</b>	1000	5000	10000
<b>DURAND Marc</b>	1000	5000	10000
<b>GADAN Alain</b>	1000	5000	10000
<b>GEYNET Stephan</b>	1000	5000	10000
<b>GOUSSEAU Kevin</b>	1000	5000	10000
<b>GUIBAL Ronan</b>	1000	5000	10000
<b>HUELIN Arnaud</b>	1000	5000	10000
<b>JACQUET Claudius</b>	1000	5000	10000
<b>LAUGIER--BRICIO ARBESUK Claire</b>	1000	5000	10000
<b>LORENZO Benoit</b>	1000	5000	10000
<b>MAIRE Pierre</b>	1000	5000	10000
<b>MANVILLE Luc</b>	1500	7500	15000

<b>PEJOUT Romain</b>	1000	5000	10000
<b>PONCET Alexandre</b>	1000	5000	10000
<b>SOUAB Fadoua</b>	1000	5000	10000
<b>STUCK Mathieu</b>	1000	5000	10000
<b>VIAL Laurent</b>	1500	7500	15000
<b>VIGNAL Florence</b>	1000	5000	10000
<b>ALBARET Olivier</b>	1500	7500	15000
<b>ARMITANO Enzo</b>	1000	5000	10000
<b>BEHR Patrick</b>	1000	5000	10000
<b>BERTRAND Anne-Laure</b>	1000	5000	10000
<b>BESCOND Stephane</b>	1000	5000	10000
<b>BOLDIN Noelle</b>	1000	5000	10000
<b>BOLLA Guillaume</b>	1000	5000	10000
<b>BOUISSIERE Pascal</b>	1000	5000	10000
<b>ERRERA Camille</b>	1000	5000	10000
<b>ESPANOL Eric</b>	1000	5000	10000
<b>FABRE Philippe</b>	1000	5000	10000
<b>FACKEURE Willy</b>	1000	5000	10000
<b>GAUTIER Herve</b>	1500	7500	15000
<b>GOUTOURNEAU Julien</b>	1000	5000	10000
<b>HENRIETTE Stephane</b>	1000	5000	10000
<b>KEO Carine</b>	1000	5000	10000
<b>LECCE Georges</b>	1000	5000	10000
<b>LOUIS Sebastien</b>	1000	5000	10000
<b>MOUYCHARD Laura</b>	1000	5000	10000
<b>PROTH Emmanuel</b>	1500	7500	15000
<b>PROTH-LEZER Severine</b>	1000	5000	10000
<b>ROUSSEAU Jerome</b>	1000	5000	10000
<b>THERY Kevin</b>	1000	5000	10000
<b>BRUCHET Cathy</b>	1000	5000	10000
<b>CARRIERE Romain</b>	1000	5000	10000
<b>CHAUVELOT Jerome</b>	1000	5000	10000
<b>DEGARDIN Sandrine</b>	1000	5000	10000
<b>GRARD Mel</b>	1000	5000	10000
<b>HAROUN Steve</b>	1000	5000	10000
<b>MAZET Jean-Patrice</b>	1000	5000	10000
<b>MILHAU Matthieu</b>	1000	5000	10000
<b>MOMBEL Pascal</b>	1000	5000	10000
<b>MONTALAND Quentin</b>	1000	5000	10000
<b>MOYANO David</b>	1000	5000	10000
<b>PEYRAS Cecile</b>	1500	7500	15000
<b>PHAM Emmanuel</b>	1000	5000	10000
<b>ROLLAND Thierry</b>	1000	5000	10000

<b>YEKKEN Laurent</b>	1500	7500	15000
-----------------------	------	------	-------

**Annexe VIII à la décision n° 2022/1 du 4 janv. 2022 du directeur régional *BRIVET Francois***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>LE PIMPEC Mikael</b>	1500	7500	15000
<b>LAFERRIERE Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>FAIVRE Anne-Christel</b>	1500	7500	15000
<b>VERDURON Samantha</b>	1500	7500	15000
<b>ANASTASIO Veronique</b>	1500	7500	15000
<b>NAQUET Pierre-Alain</b>	1500	7500	15000
<b>ACQUARONE Jean-Claude</b>	1000	5000	10000
<b>AÏSSA-BEY Jean-Olivier</b>	1000	5000	10000
<b>BLANCHET Remy</b>	1000	5000	10000
<b>BONNEFEMNE Julie</b>	1000	5000	10000
<b>BOUTHORS Jacques</b>	1500	7500	15000
<b>CAMBIEN Sophia</b>	1000	5000	10000
<b>CASAMAYOU Christine</b>	1000	5000	10000
<b>CASAMAYOU Jean-Luc</b>	1000	5000	10000
<b>CASTRO Albin</b>	1000	5000	10000
<b>DANIEL Xavier</b>	1000	5000	10000
<b>DREYER Christophe</b>	1000	5000	10000
<b>DUMONT Baptiste</b>	1000	5000	10000
<b>GALERA Julien</b>	1000	5000	10000
<b>GARAMPON David</b>	1000	5000	10000
<b>GENCE Sophie</b>	1000	5000	10000
<b>GRICOURT Laetitia</b>	1000	5000	10000
<b>GUESNEUX Clement</b>	1000	5000	10000
<b>HELFER Brigitte</b>	1000	5000	10000
<b>JOUAULT Catherine</b>	1000	5000	10000
<b>LAVAUUR Benjamin</b>	1000	5000	10000
<b>LE MEUR Marianne</b>	1000	5000	10000
<b>MANI Danielle</b>	1000	5000	10000
<b>MAOULIN David</b>	1000	5000	10000
<b>MONNIN Christelle</b>	1500	7500	15000
<b>NGUYEN Quang-Quyen</b>	1000	5000	10000
<b>OZENDA Mathieu</b>	1000	5000	10000
<b>PONZE Christine</b>	1500	7500	15000
<b>TELMARD Anthony</b>	1000	5000	10000
<b>URSULE Estelle</b>	1000	5000	10000

<b>VASTEL Eric</b>	1000	5000	10000
<b>AVELLINO Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>BANQUART Xavier</b>	1000	5000	10000
<b>BRINGARD Gisele</b>	1000	5000	10000
<b>CABALLERO Alphonse</b>	1500	7500	15000
<b>COUSIN Christine</b>	1000	5000	10000
<b>DARRIOULAT David</b>	1000	5000	10000
<b>DI DONATO Randy</b>	1000	5000	10000
<b>DUMONT Anthony</b>	1000	5000	10000
<b>FELIX Magali</b>	1000	5000	10000
<b>GRESEQUE David</b>	1000	5000	10000
<b>GUEDON Sylviane</b>	1000	5000	10000
<b>LARCHER Gilles</b>	1000	5000	10000
<b>LETOURNIANT Pascal</b>	1000	5000	10000
<b>NICOLINI Richard</b>	1000	5000	10000
<b>PICOT Marie</b>	1000	5000	10000
<b>POPLAWSKI Sebastien</b>	1000	5000	10000
<b>POUPEL Veronique</b>	1000	5000	10000
<b>RINGEONNEAUD Philippe</b>	1000	5000	10000
<b>SANCHEZ Virginie</b>	1000	5000	10000
<b>SAVOIRE Wilfrid</b>	1000	5000	10000
<b>TCHOUKRIEL Henri</b>	1500	7500	15000
<b>YVAGNES Thierry</b>	1000	5000	10000
<b>AURAND Raphael</b>	1000	5000	10000
<b>BARBOT Romain</b>	1000	5000	10000
<b>CARPENTIER Romain</b>	1000	5000	10000
<b>CERSOSIMO Nicolas</b>	1000	5000	10000
<b>COURT Cecile</b>	1500	7500	15000
<b>DAIRAIN Maxime</b>	1000	5000	10000
<b>DELCAMBRE Jerome</b>	1000	5000	10000
<b>DESCHEEMACKER Jean-Charles</b>	1000	5000	10000
<b>DI NAPOLI Jean-Victor</b>	1000	5000	10000
<b>DURAND Marc</b>	1000	5000	10000
<b>GADAN Alain</b>	1000	5000	10000
<b>GEYNET Stephan</b>	1000	5000	10000
<b>GOUSSEAU Kevin</b>	1000	5000	10000
<b>GUIBAL Ronan</b>	1000	5000	10000
<b>HUELIN Arnaud</b>	1000	5000	10000
<b>JACQUET Claudius</b>	1000	5000	10000
<b>LAUGIER--BRICIO ARBESUK Claire</b>	1000	5000	10000
<b>LORENZO Benoit</b>	1000	5000	10000
<b>MAIRE Pierre</b>	1000	5000	10000
<b>MANVILLE Luc</b>	1500	7500	15000

<b>PEJOUT Romain</b>	1000	5000	10000
<b>PONCET Alexandre</b>	1000	5000	10000
<b>SOUAB Fadoua</b>	1000	5000	10000
<b>STUCK Mathieu</b>	1000	5000	10000
<b>VIAL Laurent</b>	1500	7500	15000
<b>VIGNAL Florence</b>	1000	5000	10000
<b>ALBARET Olivier</b>	1500	7500	15000
<b>ARMITANO Enzo</b>	1000	5000	10000
<b>BEHR Patrick</b>	1000	5000	10000
<b>BERTRAND Anne-Laure</b>	1000	5000	10000
<b>BESCOND Stephane</b>	1000	5000	10000
<b>BOLDIN Noelle</b>	1000	5000	10000
<b>BOLLA Guillaume</b>	1000	5000	10000
<b>BOUISSIERE Pascal</b>	1000	5000	10000
<b>ERRERA Camille</b>	1000	5000	10000
<b>ESPANOL Eric</b>	1000	5000	10000
<b>FABRE Philippe</b>	1000	5000	10000
<b>FACKEURE Willy</b>	1000	5000	10000
<b>GAUTIER Herve</b>	1500	7500	15000
<b>GOUTOURNEAU Julien</b>	1000	5000	10000
<b>HENRIETTE Stephane</b>	1000	5000	10000
<b>KEO Carine</b>	1000	5000	10000
<b>LECCE Georges</b>	1000	5000	10000
<b>LOUIS Sebastien</b>	1000	5000	10000
<b>MOUYCHARD Laura</b>	1000	5000	10000
<b>PROTH Emmanuel</b>	1500	7500	15000
<b>PROTH-LEZER Severine</b>	1000	5000	10000
<b>ROUSSEAU Jerome</b>	1000	5000	10000
<b>THERY Kevin</b>	1000	5000	10000
<b>BRUCHET Cathy</b>	1000	5000	10000
<b>CARRIERE Romain</b>	1000	5000	10000
<b>CHAUVELOT Jerome</b>	1000	5000	10000
<b>DEGARDIN Sandrine</b>	1000	5000	10000
<b>GRARD Mel</b>	1000	5000	10000
<b>HAROUN Steve</b>	1000	5000	10000
<b>MAZET Jean-Patrice</b>	1000	5000	10000
<b>MILHAU Matthieu</b>	1000	5000	10000
<b>MOMBEL Pascal</b>	1000	5000	10000
<b>MONTALAND Quentin</b>	1000	5000	10000
<b>MOYANO David</b>	1000	5000	10000
<b>PEYRAS Cecile</b>	1500	7500	15000
<b>PHAM Emmanuel</b>	1000	5000	10000
<b>ROLLAND Thierry</b>	1000	5000	10000

<b>YEKKEN Laurent</b>	1500	7500	15000
-----------------------	------	------	-------



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

AIX EN PROVENCE, LE 4 JANV. 2022

*DR Aix-en-Provence*  
6, BLD DU CHATEAU-DOUBLE CS 80437  
13098 AIX EN PROVENCE  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : CHAUSSADAS Stephanie  
Téléphone : 09 70 27 91 09  
Télécopie : 04 42 59 46 58  
Mél : [dr-provence@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-provence@douane.finances.gouv.fr)

Version anonymisée de la décision 2022/1 du directeur régional à AIX EN PROVENCE portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à MARSEILLE dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative de l'argent liquide en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions

indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Article 9 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur interrégional  
ORIGINAL SIGNE  
*BRIVET Francois*

### Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe I reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

#### En matière contentieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
--	----------	--------------	-------	-------------	-----------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe II à la décision n° 2022/1 du 4 janv. 2022 du directeur régional  
BRIVET Francois**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe II reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
--	----------	------------	-------	--------	-------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe III reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
---	------------------	----------------	---------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe IV à la décision n° 2022/1 du 4 janv. 2022 du directeur régional  
BRIVET Francois**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe IV reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 18455	1500	7500	15000
Matricule 26985	1500	7500	15000
Matricule 35626	1500	7500	15000
Matricule 36947	1500	7500	15000
Matricule 37478	1500	7500	15000
Matricule 39940	1500	7500	15000
Matricule 40071	1500	7500	15000
Matricule 40313	35000	15000	65000
Matricule 40507	1500	7500	15000
Matricule 40581	1500	7500	15000
Matricule 41146	1500	7500	15000
Matricule 41176	1500	7500	15000
Matricule 41287	1500	7500	15000
Matricule 41339	1500	7500	15000
Matricule 41405	1500	7500	15000
Matricule 41611	24000	10000	43000
Matricule 41778	24000	10000	43000
Matricule 41808	24000	10000	43000
Matricule 42113	24000	10000	43000
Matricule 42211	1500	7500	15000
Matricule 42558	1500	7500	15000
Matricule 42723	1500	7500	15000
Matricule 42780	1500	7500	15000
Matricule 42980	24000	10000	43000
Matricule 43094	1500	7500	15000
Matricule 43173	1500	7500	15000
Matricule 43299	35000	15000	65000
Matricule 43545	24000	10000	43000
Matricule 43694	1500	7500	15000

<b>Matricule 43831</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43893</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44944</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44959</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 45062</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 45202</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45416</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45468</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45531</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45585</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46073</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 46265</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46326</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46563</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 46579</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 46620</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46622</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46709</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46713</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46721</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 46723</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46862</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 50096</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50406</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50426</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50446</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50798</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51184</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 51352</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51414</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51598</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 51616</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51706</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52046</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52094</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52129</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 52774</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52976</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 53040</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53194</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53240</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53301</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 53448</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 53706</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54138</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 54276</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54330</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 54385</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 54406</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54522</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54731</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54771</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54829</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 54896</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 55120</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55492</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55658</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55781</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55804</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55887</b>	250000	100000	250000
<b>Matricule 55929</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56060</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56092</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56156</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56160</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56283</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56442</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56509</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56645</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56762</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56794</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 57539</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 57664</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57687</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57742</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57784</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57804</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 57853</b>	35000	15000	65000
<b>Matricule 57870</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58012</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58022</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58103</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58112</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58345</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58361</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 58387</b>	24000	10000	43000

<b>Matricule 58519</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58792</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58959</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59016</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59139</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 59161</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59167</b>	35000	15000	65000
<b>Matricule 59348</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59370</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59394</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59658</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59716</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59870</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59918</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59931</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60011</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60046</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60048</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60127</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 60361</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60540</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60622</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60656</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60716</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60786</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61028</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61336</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61350</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61796</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61914</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61984</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62046</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62134</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62172</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62442</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62514</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62644</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63206</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63308</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63314</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63428</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63528</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63620</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 63794</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63796</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63812</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63830</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63966</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63970</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63986</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64006</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64010</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64014</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64078</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64080</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64096</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64222</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64690</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64704</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64802</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64852</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64918</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65008</b>	1500	7500	15000

**Version anonymisée de l'Annexe V à la décision n° 2022/1 du 4 janv. 2022 du directeur régional  
BRIVET Francois**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe V reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
---	---------------------	-------------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

### Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VI reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

#### **En matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...
---	--------------------------------	--------------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de manquement à l'obligation déclarative, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe VII à la décision n° 2022/1 du 4 janv. 2022 du directeur régional  
BRIVET Francois**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe VII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Montant droits et taxes</b>	<b>Valeur des marchandises</b>
Matricule 26985	1000	5000	10000
Matricule 35626	1000	5000	10000
Matricule 37478	1000	5000	10000
Matricule 39940	1000	5000	10000
Matricule 40313	1500	7500	15000
Matricule 40507	1000	5000	10000
Matricule 40581	1000	5000	10000
Matricule 41146	1000	5000	10000
Matricule 41176	1000	5000	10000
Matricule 41778	1500	7500	15000
Matricule 42780	1000	5000	10000
Matricule 42980	1500	7500	15000
Matricule 43094	1000	5000	10000
Matricule 43173	1000	5000	10000
Matricule 43299	1500	7500	15000
Matricule 43694	1000	5000	10000
Matricule 44944	1000	5000	10000
Matricule 45062	1500	7500	15000
Matricule 45202	1000	5000	10000
Matricule 45468	1000	5000	10000
Matricule 46265	1000	5000	10000
Matricule 46622	1000	5000	10000
Matricule 46721	1500	7500	15000
Matricule 46862	1500	7500	15000
Matricule 50096	1000	5000	10000
Matricule 50406	1000	5000	10000
Matricule 50426	1000	5000	10000
Matricule 50446	1000	5000	10000
Matricule 51184	1500	7500	15000
Matricule 51414	1000	5000	10000

<b>Matricule 51598</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51616</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 52094</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 52774</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 52976</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53040</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 53194</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 53240</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 53301</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53706</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 54138</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54385</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54406</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 54896</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55120</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 55492</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 55804</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 55887</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56060</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56092</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56156</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56160</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56442</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56509</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56762</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56794</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57664</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 57742</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 57784</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 57804</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57853</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57870</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 58022</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 58112</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 58361</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59016</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59167</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59348</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59370</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59394</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59658</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59716</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59870</b>	1000	5000	10000

<b>Matricule 59918</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59931</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60011</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60046</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60048</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60361</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60540</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60622</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60656</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60716</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60786</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 61028</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 61336</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 61350</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 61796</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 61914</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 61984</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62046</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62134</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62172</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62442</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62514</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62644</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63206</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63308</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63314</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63428</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63528</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63620</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63794</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63796</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63812</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63830</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63966</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63970</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63986</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64006</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64010</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64014</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64078</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64080</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64096</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64222</b>	1000	5000	10000

<b>Matricule 64690</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64704</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64802</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64852</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64918</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 65008</b>	1000	5000	10000

Version anonymisée de l'Annexe VIII à la décision n° 2022/1 du 4 janv. 2022 du directeur régional  
**BRIVET Francois**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VIII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
---	---------------------	-------------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

DRFIP PACA et des Bouches-du-Rhône

13-2022-01-13-00005

Délégation de signature de Mme Sabine NALIN,  
responsable de la Trésorerie d'Arles Centres  
Hospitaliers



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DE PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR  
ET DU DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE  
TRÉSORERIE ARLES CENTRES HOSPITALIERS

---

### Délégation de signature

---

Je soussignée la comptable, Sabine NALIN, Inspectrice divisionnaire des Finances publiques, responsable de la Trésorerie Arles Centres Hospitaliers,

Vu le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des Finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2020 portant ajustement de périmètre des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques publié au Journal officiel n°313 du 27 décembre 2020 ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 juillet 2021 portant ajustement des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques publié au Journal officiel n°165 du 18 juillet 2021;

Vu l'arrêté ministériel du 26 octobre 2021 portant ajustement de périmètre des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques publié au Journal officiel n° 253 du 29 octobre 2021 ;

#### **Décide de donner délégation générale à :**

Mr Jean-Marc SAGNES, inspecteur des Finances Publiques

Mme Aline GONZALES, contrôleur des Finances publiques

Mme Cécile LAURENT, contrôleur des Finances Publiques

Mr Roland FRANCOIS, contrôleur des Finances Publiques

Mme Chrystelle LAMARTINIÈRE, contrôleur des Finances Publiques

Décide de leur donner pouvoir :

- de gérer et administrer, pour moi et en mon nom, la Trésorerie Arles Centres Hospitaliers (secteur public local) ;
- d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues

ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration ;

- d'effectuer les déclarations de créances, de signer les bordereaux de déclaration de créances et d'agir en justice.

Ils reçoivent mandat de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer, seuls ou concurremment avec moi, tous les actes relatifs à ma gestion et aux affaires qui s'y rattachent.

**Décide de donner délégation spéciale à :**

M. Christophe LORHO, contrôleur principal des Finances Publiques

reçoit mandat pour signer et effectuer en mon nom les documents ou actes suivants : les ordres de paiement, récépissés, bordereaux de dépôt ou de remise auprès de la Banque de France, déclarations de recette ou de dépôt, délais de paiement, endossements de chèques ou d'effets divers, les significations d'oppositions ,les certificats de non opposition, ainsi que les documents de transferts comptables.

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs du département des Bouches-du-Rhône.

A ARLES, le 13/01/2022

La comptable, responsable de la Trésorerie Arles  
Centres Hospitaliers

**Signé**

Sabine NALIN

Préfecture de police des Bouches-du-Rhône

13-2022-01-14-00004

Arrêté portant interdiction de stationner, de circuler sur la voie publique et d'accéder au stade Orange vélodrome, à toute personne se prévalant de la qualité de supporter du Montpellier Hérault Sport Club à l'occasion de la rencontre de football opposant l'Olympique de Marseille au Montpellier Hérault Sport Club le samedi 29 janvier 2022 à 21h00



# PRÉFECTURE DE POLICE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Bureau Sécurité et Ordre Publics

---

**Arrêté portant interdiction de stationner, de circuler sur la voie publique et d'accéder au stade Orange vélodrome, à toute personne se prévalant de la qualité de supporter du Montpellier Hérault Sport Club à l'occasion de la rencontre de football opposant l'Olympique de Marseille au Montpellier Hérault Sport Club le samedi 29 janvier 2022 à 21h00**

---

La préfète de police des Bouches-du-Rhône,

**Vu** le code pénal ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2214-4 ;

**Vu** le code du sport, notamment ses articles L.332-1 à L.332-21 ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L.211-2 et L.211-5 ;

**Vu** la loi du 2 mars 2010 modifiée renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2014-134 du 17 février 2014 relatif à l'organisation des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône et aux attributions du préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** le décret du 25 novembre 2020 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI en qualité de préfète de police des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** l'arrêté du 28 août 2007 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel relatif aux personnes interdites de stade ;

**Considérant** qu'en application de l'article L. 332-16-2 du code du sport, le représentant de l'Etat dans le département peut, par arrêté, restreindre la liberté d'aller et de venir des personnes se prévalant de la qualité de supporters d'une équipe ou se comportant comme tels sur les lieux d'une manifestation sportive et dont la présence est susceptible d'occasionner des troubles graves à l'ordre public ;

**Considérant** que l'Olympique de Marseille rencontrera, pour les 8<sup>èmes</sup> de finale de la coupe de France de football le Montpellier Hérault Sport Club au stade Orange Vélodrome le 29 janvier 2022 à 21h00 ;

**Considérant** que les relations entre les supporters de l'Olympique de Marseille et du Montpellier Hérault Sport Club sont empreintes d'animosité depuis de très nombreuses années ainsi qu'en témoigne le caractère récurrent des troubles graves à l'ordre public constatés à l'occasion de matchs opposant ces deux équipes ;

**Considérant** que cet antagonisme se signale par un comportement violent entre certains de ces supporters, tant à domicile que lors des déplacements, qu'il en fut particulièrement ainsi le 21 septembre 2019, où les supporters montpelliérains sont arrivés volontairement au point de rendez-vous avec plus de deux heures de retard, compliquant les modalités d'arrivée au stade Orange Vélodrome et où les forces de l'ordre ont employé des moyens lacrymogène pour repousser les ultras marseillais au passage des autocars et minibus des héraultais qui de leur côté sont descendus de leurs autocars armés de ceinturons et de tessons de bouteille ; que les forces de sécurité intérieure sont intervenues pour faire remonter les supporters montpelliérains dans leurs véhicules ;

**Considérant** la persistance de la menace terroriste et la forte mobilisation des forces de l'ordre pour y faire face sur l'ensemble du territoire national ; qu'elles ne sauraient être détournées de cette mission prioritaire pour répondre à des débordements liés au comportement de supporters dans le cadre de rencontres sportives ;

**Considérant** que dans ces conditions, la présence, le 29 janvier 2022, dans le stade Orange Vélodrome, aux alentours du stade Orange Vélodrome et en centre-ville de Marseille, de personnes se prévalant de la qualité de supporters du Montpellier Hérault Sport Club, ou se comportant comme tels, implique des risques sérieux pour la sécurité des personnes et des biens et qu'il convient ainsi de limiter la liberté d'aller et de venir de toute personne se prévalant de la qualité de supporter du Montpellier Hérault Sport Club;

Sur proposition du directeur de cabinet de la préfète de police des Bouches-du-Rhône ;

## ARRÊTE

**Article 1er** – Du samedi 29 janvier 2022 à 8h00 au dimanche 30 janvier 2022 à 4h00, il est interdit à toute personne se prévalant de la qualité de supporter du Montpellier Hérault Sport Club ou se comportant comme tel, d'accéder au stade Orange Vélodrome et de circuler ou de stationner sur la voie publique dans les 1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup>, 6<sup>ème</sup>, 7<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> arrondissements de la commune de Marseille.

**Article 2** – Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans les Bouches-du-Rhône. Il peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif de Marseille est compétent pour connaître des litiges nés de l'application du présent arrêté. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télé recours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ;

**Article 3** – Le directeur de cabinet de la préfète de police des Bouches-du-Rhône et la directrice départementale de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à la procureure de la République près le tribunal judiciaire de Marseille, aux présidents des deux clubs, affiché à la mairie de Marseille et aux abords immédiats du périmètre défini à l'article 1er.

Marseille, le 14 janvier 2021

La préfète de police  
des Bouches-du-Rhône

Frédérique CAMILLERI

Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2022-01-14-00002

Arrêté n°0011 portant réquisition de  
professionnels de santé de la clinique  
chirurgicale de Martigues au profit de la clinique  
générale de Marignane



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté n° 0011**

**portant réquisition de professionnels de santé de la clinique chirurgicale de Martigues (FINESS EJ: 13 000 098 7, N°FINESS ET: 130782162, N° SIRET: 57162073100018) au profit de la clinique générale de Marignane (FINESS EJ: 13 000 097 9, N° FINESS ET: 130782147, n° SIRET 71162102900018) dans le cadre de la pandémie à SARS-COV 2**

**VU** la déclaration de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) du 30 janvier 2020 ;

**VU** le code de la santé publique, notamment les articles L. 1431-1 et L. 1431-2 relatifs aux missions et compétences des agences régionales de santé, L. 1435-1 et 1435-7 relatifs à l'information du représentant de l'Etat dans le département par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de tout événement présentant un risque pour la santé de la population ;

**VU** le code de la santé publique et notamment les articles L. 3131-8 et L. 3136--1 ;

**VU** le code de la sécurité sociale et notamment les articles L. 162-5, L. 162-9, L. 162-12-2, L. 162-14-1, L. 162-22-6, L. 162-326 et L. 221-1 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code de la défense et notamment l'article L. 2234-1 ;

**VU** la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

**VU** la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

**VU** la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

**VU** la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021 portant diverses dispositions de vigilance sanitaire ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de monsieur Christophe MIRMAND, en qualité de Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, Préfet des Bouches-du-Rhône ;

**VU** le décret n° 2021-699 du 1<sup>er</sup> juin 2021 prescrivant les mesures générales à la gestion de la sortie de crise sanitaire et notamment l'article 48 ;

**VU** l'arrêté du 17 août 2021 portant diverses dispositions relatives à l'indemnisation des professionnels de santé en exercice, retraités ou en cours de formation réquisitionnés dans le cadre de l'épidémie de covid-19 ;

**VU** le message d'alerte sanitaire du 6 décembre 2021 émanant du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur déclenchant le niveau 2 du dispositif de gestion des tensions hospitalières et des situations sanitaires exceptionnelles ;

**VU** le message du 9 décembre 2021 émanant du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur invitant tous les établissements à soutenir immédiatement les structures dotées de services de réanimation ;

**VU** le message d'alerte sanitaire du 20 décembre 2021 émanant du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur déclenchant l'activation du palier 5 au niveau 2 du plan blanc ;

**VU** le courriel du 5 janvier 2022, par lequel est sollicitée une demande de réquisition de professionnels de santé de la Clinique de Martigues au profit de la Clinique Générale Marignane;

**VU** le courriel du 13 janvier 2022, par lequel est sollicitée une reconduction de la réquisition de professionnels de santé de la Clinique de Martigues au profit de la Clinique Générale Marignane;

**Considérant** que la demande susvisée s'inscrit dans le cadre du plan Blanc - niveau 2 - pallier 5 et tend à renforcer en personnels 12 lits de réanimation sur la Clinique Générale Marignane en plus de l'unité d'hospitalisation conventionnelle COVID-19 ;

**Considérant** que la situation sanitaire du département des Bouches du Rhône fait apparaître le 12 janvier 2022, un taux d'incidence de 2782, un taux de positivité de 17,6%, 104 nouvelles admissions en hospitalisation (conventionnelles et critiques), le 4 janvier 2022 et 981 hospitalisations conventionnelles et critiques au 30 décembre 2021, et un taux d'occupation des lits en soins critiques de 91,1% ;

**Considérant** que les capacités d'accueil des lits de soins critiques des autres établissements de santé du département des Bouches du Rhône sont saturées, que des transferts de patients vers les unités de réanimation des établissements de santé d'autres régions ont d'ores et déjà été réalisés et qu'il est impératif d'assurer le renforcement en personnel des unités de réanimation des établissements publics et privés ;

**Considérant** que la circulation active du virus Covid-19, particulièrement virulent, caractérise une situation d'urgence et constitue un risque grave pour la santé publique ;

**Considérant** que nonobstant le déclenchement du plan Blanc - niveau 2 - pallier 5, l'extension des capacités de soins critiques et les rappels de personnels, les autorités sanitaires se trouvent dans l'impossibilité de faire face à cette situation, dans des délais contraints, en utilisant d'autres mesures que les réquisitions ;

**Considérant** que ces réquisitions permettront de renforcer la capacité du système de santé départemental, de faire face à un afflux important de patients et d'assurer le maintien d'un effectif suffisant au sein des établissements de santé saturés pour garantir la sécurité des patients et la continuité des soins ;

**Considérant** que ce contexte de crise sanitaire nécessite, de renforcer les équipes médicales de la Clinique Générale Marignane du département des Bouches-du-Rhône au regard du nombre important de patients atteints du SARS-COV2 hospitalisés et en augmentation constante ;

**Considérant** que sur la cible de 12 lits de réanimation sur la Clinique Générale Marignane en plus de l'unité d'hospitalisation conventionnelle COVID-19 ; 5 lits de réanimation sur les 12 demandés ne sont pas encore armés par manque de personnel ;

**Considérant** que l'article L. 3131-8 du code de la santé publique et l'article 48 du décret n° 2021-699 du 1<sup>er</sup> juin 2021 susvisés habilite le représentant de l'Etat dans le département, si l'afflux de patients ou la situation sanitaire le justifie, à ordonner la réquisition nécessaire de tout établissement de santé ou établissement médico-social, ainsi que de tout bien, service ou personne nécessaire au fonctionnement de ces établissements, notamment des professionnels de santé ;

**Considérant** que l'existence d'un risque grave pour la santé publique ainsi que les caractères d'urgence et de proportionnalité de la réquisition, permettent de procéder à une telle mesure afin d'assurer le maintien d'un effectif suffisant au sein de la Clinique Générale Marignane pour garantir la sécurité des patients et la continuité des soins

Sur proposition du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

## ARRETE

**Article 1er** : Les personnels, dont les noms et qualifications sont portés au tableau annexé au présent arrêté, sont réquisitionnés du lundi 17 janvier 2022 à 19h00 au 23 janvier 2022 à 19h00 pour assurer leurs fonctions au sein de la clinique générale de Marignane (N° FINESS EJ : [13 000 097 9](#), N° FINESS ET : 130782147, N° SIRET : 71162102900018) et assurer la continuité des soins critiques pour faire face à la situation sanitaire.

**Article 2** : La présente réquisition donne lieu à indemnisation sur la base d'un tarif réglementé fixé par l'arrêté du 17 août 2021 portant diverses dispositions relatives à l'indemnisation des professionnels de santé en exercice, retraités ou en cours de formation, réquisitionnés dans le cadre de l'épidémie de covid-19.

**Article 3**: Le présent arrêté préfectoral est notifié au directeur de la clinique de Martigues contre récépissé, le directeur de l'établissement remettra l'acte aux personnels réquisitionnés.

**Article 4**: Le fait de ne pas respecter les mesures prescrites par l'autorité requérante prévues aux articles L. 3131-8 et L. 3131-9 est puni de six mois d'emprisonnement et de 10 000 euros d'amende.

**Article 5** : Selon les dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.

**Article 6** : Le directeur général de l'Agence régionale de santé Provence Alpes-Côte d'Azur et la directrice de cabinet du préfet des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux agents concernés et publié au recueil des actes administratifs.

Marseille, le 14 janvier 2022

Pour le préfet  
La directrice de cabinet

SIGNE

Florence LEVERINO

Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2022-01-14-00003

Arrêté n°0012 portant réquisition de personnels de santé de la clinique de Vitrolles au profit de la clinique générale de Marignane



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté n° 0012**

**portant réquisition de professionnels de santé de la clinique de Vitrolles (n° FINESS EJ : 13 000 108 4, n° FINESS ET: 130008253, n° SIRET: 63578060400024) vers la clinique générale Marignane (n° FINESS EJ : 13 000 097 9, n° FINESS ET: 130782147, n° SIRET: 71162102900018) dans le cadre de la pandémie à SARS-COV 2**

**VU** la déclaration de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) du 30 janvier 2020 ;

**VU** le code de la santé publique, notamment les articles L. 1431-1 et L. 1431-2 relatifs aux missions et compétences des agences régionales de santé, L. 1435-1 et 1435-7 relatifs à l'information du représentant de l'Etat dans le département par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de tout événement présentant un risque pour la santé de la population ;

**VU** le code de la santé publique et notamment les articles L. 3131-8 et L. 3136--1 ;

**VU** le code de la sécurité sociale et notamment les articles L. 162-5, L. 162-9, L. 162-12-2, L. 162-14-1, L. 162-22-6, L. 162-326 et L. 221-1 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code de la défense et notamment l'article L. 2234-1 ;

**VU** la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

**VU** la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

**VU** la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

**VU** la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021 portant diverses dispositions de vigilance sanitaire ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de monsieur Christophe MIRMAND, en qualité de Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, Préfet des Bouches-du-Rhône ;

**VU** le décret n° 2021-699 du 1<sup>er</sup> juin 2021 prescrivant les mesures générales à la gestion de la sortie de crise sanitaire et notamment l'article 48 ;

**VU** l'arrêté du 17 août 2021 portant diverses dispositions relatives à l'indemnisation des professionnels de santé en exercice, retraités ou en cours de formation réquisitionnés dans le cadre de l'épidémie de covid-19 ;

**VU** le message d'alerte sanitaire du 6 décembre 2021 émanant du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur déclenchant le niveau 2 du dispositif de gestion des tensions hospitalières et des situations sanitaires exceptionnelles ;

**VU** le message du 9 décembre 2021 émanant du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur invitant tous les établissements à soutenir immédiatement les structures dotées de services de réanimation ;

**VU** le message d'alerte sanitaire du 20 décembre 2021 émanant du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur déclenchant l'activation du palier 5 au niveau 2 du plan blanc ;

**VU** le courriel du 6 janvier 2022, par lequel est sollicitée une demande de réquisition de professionnels de santé de la Clinique Vitrolles au profit de la Clinique Générale Marignane ;

**VU** le courriel du 13 janvier 2022 par lequel est sollicitée une demande de reconduction de la réquisition de professionnels de santé de la clinique Vitrolles au profit de la Clinique Générale Marignane ;

**Considérant** que la demande susvisée s'inscrit dans le cadre du plan Blanc - niveau 2 - pallier 5 et tend à renforcer en personnels 12 lits de réanimation sur la Clinique Générale Marignane en plus de l'unité d'hospitalisation conventionnelle COVID-19 ;

**Considérant** que la situation sanitaire du département des Bouches du Rhône fait apparaître le 12 janvier 2022, un taux d'incidence de 2782, un taux de positivité de 17,6%, 104 nouvelles admissions en hospitalisation (conventionnelles et critiques) et un taux d'occupation des lits en soins critiques de 91,1% ;

**Considérant** que les capacités d'accueil des lits de soins critiques des autres établissements de santé du département des Bouches du Rhône sont saturées, que des transferts de patients vers les unités de réanimation des établissements de santé d'autres régions ont d'ores et déjà été réalisés et qu'il est impératif d'assurer le renforcement en personnel des unités de réanimation des établissements publics et privés ;

**Considérant** que la circulation active du virus Covid-19, particulièrement virulent, caractérise une situation d'urgence et constitue un risque grave pour la santé publique ;

**Considérant** que nonobstant le déclenchement du plan Blanc - niveau 2 - pallier 5, l'extension des capacités de soins critiques et les rappels de personnels, les autorités sanitaires se trouvent dans l'impossibilité de faire face à cette situation, dans des délais contraints, en utilisant d'autres mesures que les réquisitions ;

**Considérant** que ces réquisitions permettront de renforcer la capacité du système de santé départemental, de faire face à un afflux important de patients et d'assurer le maintien d'un effectif suffisant au sein des établissements de santé saturés pour garantir la sécurité des patients et la continuité des soins ;

**Considérant** que ce contexte de crise sanitaire nécessite, de renforcer les équipes médicales de la Clinique Générale Marignane du département des Bouches-du-Rhône au regard du nombre important de patients atteints du SARS-COV2 hospitalisés et en augmentation constante ;

**Considérant** que l'article L. 3131-8 du code de la santé publique et l'article 48 du décret n° 2021-699 du 1<sup>er</sup> juin 2021 susvisés habilite le représentant de l'Etat dans le département, si l'afflux de patients ou la situation sanitaire le justifie, à ordonner la réquisition nécessaire de tout établissement de santé ou établissement médico-social, ainsi que de tout bien, service ou personne nécessaire au fonctionnement de ces établissements, notamment des professionnels de santé ;

**Considérant** que l'existence d'un risque grave pour la santé publique ainsi que les caractères d'urgence et de proportionnalité de la réquisition, permettent de procéder à une telle mesure afin d'assurer le maintien d'un effectif suffisant au sein de la Clinique Générale Marignane pour garantir la sécurité des patients et la continuité des soins ;

Sur proposition du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

## ARRETE

**Article 1er** : Les personnels, dont les noms et qualifications sont portés au tableau annexé au présent arrêté, sont réquisitionnés du lundi 17 janvier 2022 7h00 au lundi 24 janvier 2022 7h00 pour assurer leurs fonctions au sein de la clinique générale de Marignane (n° FINESS EJ : 13 000 097 9, n° FINESS ET : 130782147, n° SIRET : 71162102900018) et assurer la continuité des soins critiques pour faire face à la situation sanitaire.

**Article 2** : La présente réquisition donne lieu à indemnisation sur la base d'un tarif réglementé fixé par l'arrêté du 17 août 2021 portant diverses dispositions relatives à l'indemnisation des professionnels de santé en exercice, retraités ou en cours de formation, réquisitionnés dans le cadre de l'épidémie de covid-19.

**Article 3**: Le présent arrêté préfectoral est notifié au directeur de la clinique de Vitrolles contre récépissé, le directeur de l'établissement remettra l'acte aux personnels réquisitionnés.

**Article 4**: Le fait de ne pas respecter les mesures prescrites par l'autorité requérante prévues aux articles L. 3131-8 et L. 3131-9 est puni de six mois d'emprisonnement et de 10 000 euros d'amende.

**Article 5** : Selon les dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.

**Article 6** : Le directeur général de l'Agence régionale de santé Provence Alpes-Côte d'Azur et la directrice de cabinet du préfet des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux agents concernés et publié au recueil des actes administratifs.

Marseille, le 14 janvier 2022

Pour le préfet  
La directrice de cabinet

SIGNE

Florence LEVERINO

# Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2022-01-13-00006

Arrêté relatif à la SASU dénommée «LE MANGROVE» portant agrément en qualité d'entreprise fournissant une domiciliation juridique à des personnes physiques ou morales immatriculées au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers.



---

**Arrêté relatif à la SASU dénommée «LE MANGROVE» portant agrément en qualité d'entreprise fournissant une domiciliation juridique à des personnes physiques ou morales immatriculées au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers.**

---

Vu la directive 2005/60CE du parlement et du conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ;

Vu le Code de commerce, notamment ses articles L.123-11-3, L.123-11-4, L.123-11-5, L. 123-11-7 et R.123-167 et suivant ;

Vu le code monétaire et financier, notamment ses articles L561-2, 561-37 à L 561-43 et R 561-39 à R561-50 ;

Vu l'ordonnance n° 2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, notamment les articles 9 et 10 ;

Vu le décret n° 2009-1535 du 10 décembre 2009 définissant les modalités de contrôle du respect des obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme par les personnes mentionnées aux 8°, 9° et 15° de l'article L.561-2 du code monétaire et financier et relatif à la Commission nationale des sanctions (articles R.561-43 à R.561-50 du code monétaire et financier) ;

Vu le décret n°2009-1695 du 30 décembre 2009 relatif à l'agrément des domiciliataires d'entreprises soumises à immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers (articles R.123-166-1 à R.123-166-5 du code du commerce) ;

Vu l'arrêté du 24 août 2021 portant délégation de signature à Mme Cécile MOVIZZO, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'Outre-Mer, directrice de la sécurité : police administrative et réglementation

Vu le dossier de demande d'agrément prévu à l'article L.123-11-3 du code de commerce, présenté par M. Lucas ALAYRAC en sa qualité de président de la société dénommée «LE MANGROVE», pour ses locaux et siège social, situés 154, Rue de Rome, 13006 à Marseille ;

Vu la déclaration de la société dénommée «LE MANGROVE» ;

Vu l'attestation sur l'honneur de Monsieur Lucas ALAYRAC ;

Vu les justificatifs produits pour l'exercice des prestations de domiciliation et pour l'honorabilité des dirigeants ainsi que des actionnaires ou associés détenant au moins 25% des voix, des parts ou des droits de vote ;

Considérant que la société dénommée «LE MANGROVE» dispose à son établissement et siège social, situé 154, Rue de Rome, 13006 à Marseille, d'une pièce propre destinée à assurer la confidentialité nécessaire et la met à disposition des personnes domiciliées, pour leur permettre une réunion régulière des organes chargés de la direction, de l'administration ou de la surveillance de l'entreprise qui s'y domicilie ainsi que la tenue, la conservation des livres, registres et documents prescrits par les lois et règlements.

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône ;

## ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : La société dénommée «LE MANGROVE», dont le siège social est situé 154, Rue de Rome 13006 à Marseille, est agréée pour cet établissement en qualité d'entreprise fournissant une domiciliation juridique à des personnes physiques ou morales inscrites au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers.

Article 2 : L'agrément est délivré pour une durée de **six ans** à compter de la date du présent arrêté.

Article 3 : Le numéro d'agrément est : **2022/AEFDJ/13/01**.

Article 4 : Tout changement substantiel concernant les données principales de l'entreprise indiquées par «LE MANGROVE», dans sa demande d'agrément et notamment le changement de siège de l'entreprise, la désignation d'un seul associé d'au moins 25% des voix, parts sociales ou droits de vote, la condamnation de l'un des dirigeants, la perte des locaux fournis aux entreprises domiciliées, la création d'établissements secondaires ou tout changement susceptible de remettre en cause les conditions du présent agrément devra faire l'objet d'une déclaration en préfecture conformément aux dispositions de l'article R. 123-166-4 du Code de commerce.

Article 5 : Le présent agrément pourra être suspendu pour une durée maximum de six mois en fonction de la gravité des griefs qui pourraient être relevés à l'encontre de l'entreprise. Il pourra être retiré en cas de défaillance de l'une des conditions essentielles requises pour sa délivrance.

Article 6 : Le présent agrément pourra être suspendu en cas de saisine et dans l'attente de la décision de la Commission nationale des sanctions instituée par l'article L 561-38 du code monétaire et financier.

Article 7 : Conformément aux dispositions de l'article R123-168 du code du commerce, le domiciliataire doit détenir pour chaque personne domiciliée, un dossier contenant les pièces justificatives relatives, s'agissant des personnes physiques, à leur domicile personnel et à leurs coordonnées téléphoniques et, s'agissant des personnes morales, au domicile et aux coordonnées téléphoniques de leur représentant légal. Ce dossier contient également les justificatifs relatifs à chacun des lieux d'activité des entreprises domiciliées et au lieu de conservation des documents comptables lorsqu'ils ne sont pas conservés chez le domiciliataire.

2/3

Article 8 : Le domiciliataire informe le greffier du tribunal, à l'expiration du contrat ou en cas de résiliation anticipée de celui-ci, de la cessation de la domiciliation de l'entreprise dans ses locaux. Lorsque la personne domiciliée dans ses locaux n'a pas pris connaissance de son courrier depuis trois mois, il en informe également le greffier du tribunal de commerce ou la chambre des métiers et de l'artisanat. Il fournit, chaque trimestre, au centre des impôts et aux organismes de recouvrement des cotisations et contributions de sécurité sociale compétents une liste des personnes qui se sont domiciliées dans ses locaux au cours de cette période ou qui ont mis fin à leur domiciliation ainsi que chaque année, avant le 15 janvier, une liste des personnes domiciliées au 1er janvier.

Article 9: Le Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

Marseille, le 13 janvier 2022

Pour le Préfet et par délégation  
la Directrice de la Sécurité :  
Police Administrative et Réglementation

Signé : Cécile MOVIZZO

Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois suivants sa notification :

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône ;
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'intérieur,
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Marseille sis, 22 Rue Breteuil 13281 Marseille cedex
- soit par mail [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Sous-préfecture de l'arrondissement  
d Aix-en-Provence

13-2022-01-12-00004

Arrêté modifiant l'arrêté préfectoral du 13  
septembre 2019 portant nomination des  
membres de la commission consultative de  
l'environnement de l'aérodrome d'Aix-les Milles



**Arrêté modifiant l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2019 portant nomination des membres de la commission consultative de l'environnement de l'aérodrome d'Aix-Les Milles**

**VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L571-13 et R571-73, relatifs aux commissions consultatives de l'environnement des aérodromes ;

**VU** le décret 2000-127 du 16 février 2000 modifiant le décret n° 87-341 du 21 mai 1987, relatif aux commissions consultatives de l'environnement des aérodromes ;

**VU** la circulaire interministérielle du 23 juillet 1987 relative aux commissions consultatives de l'environnement des aérodromes ;

**VU** l'arrêté préfectoral portant nomination des membres de la Commission Consultative de l'Environnement de l'Aérodrome d'Aix-Les Milles du 13 septembre 2019 modifié par l'arrêté préfectoral du 10 février 2021 ;

**VU** la délibération du Conseil permanent de la Région Provence Alpes Côte d'Azur en date du 28 octobre 2021 portant désignation de représentants au sein de divers organismes ;

**VU** les délibérations du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône en date des 20 octobre et 17 décembre 2021 portant désignation de représentants au sein de divers organismes ;

**VU** la délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 16 décembre 2021 portant désignation de représentants au sein de divers organismes ;

**VU** le courriel du 12 juillet 2021 de M. le Chef du SNA/SSE de l'Aviation Civile, désignant M. Guillaume Sauton en qualité de membre titulaire et M. Messaoud Seghir en qualité de membre suppléant pour siéger au sein du collège des représentants des professions aéronautiques (contrôleurs aériens) ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'intégrer les nouveaux membres désignés au sein de la commission consultative de l'environnement de l'aérodrome d'Aix-Les Milles ;

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,

**ARRÊTE**

**Article 1** : L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2019 est modifié comme suit :

La commission consultative de l'environnement de l'aérodrome d'Aix-Les Milles, présidée par le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône ou son représentant, est composée des membres suivants :

## **1) REPRÉSENTANTS DES PROFESSIONS AÉRONAUTIQUES :**

### **1-1) Représentant de l'exploitant de l'aérodrome :**

Titulaire EDEIS Aéroport Aix : Mme Anouck HELBOIS  
Suppléant EDEIS Aéroport Aix : M. Benjamin BIANCHINI

### **1-2) Représentants des personnels exerçant leur activité sur l'aérodrome :**

#### **Union départementale C.F.D.T. :**

Titulaire : M. Louis DAT  
Suppléant : M. Jeremy BECQUART

#### **Union départementale F.O. :**

Titulaire : M. Anthony D'ANGELO  
Suppléant : M. Sylvain FERRARA

#### **Contrôleurs aériens de l'aérodrome :**

Titulaire : M. Guillaume SAUTON  
Suppléant : M. Messaoud SEGHIR

### **1-3) Représentants des usagers :**

Titulaires : Mme Hélène TINLOT (Société Airbus Helicopters)  
M. Guillaume COLLINOT (Sociétés TwinJet, Kerozen Industrie, Air Qualifications et Intairline)  
M. Gérard VINCENT (Aéroclub Aix Marseille - ACAM)  
M. Bruno GUIMBAL (Hélicoptères Guimbal)

Suppléants : M. Matthias HALIMI (Société Aix Heli Pro)  
M. Philippe CAPIAUMONT (Rotor Club Aixois)  
M. Pierre TOUFIC (Aéroclub Air France Provence Aviation)  
M. Nicolas VEDIER (Comité de Développement de l'Aérodrome d'Aix Les Milles – CODAAM)

## **2) REPRESENTANTS DES COLLECTIVITES LOCALES :**

### **Conseil Régional :**

Titulaire : M. Jean-Pierre SERRUS  
Suppléante : Mme Sylvaine DI CARO

### **Conseil Départemental :**

Titulaires : M. Jean-Marc PERRIN  
Mme Laurence ANGELETTI

Suppléants : Mme Anne RUDISUHLI  
M. Cyrille BLINT

### **Métropole Aix-Marseille-Provence :**

Titulaires : M. Robert DAGORNE  
M. Claude FILIPPI  
M. Vincent LANGUILLE  
M. Richard MALLIÉ  
M. Gérard BRAMOULLÉ

Suppléants : M. Régis MARTIN  
M. Arnaud MERCIER  
M. Guy BARRET  
Mme Amapola VENTRON  
Mme Monique SLISSA

### **3) REPRESENTANTS DES ASSOCIATIONS :**

Comité d'Intérêt de Quartier d'Aix – La Duranne :

Titulaire : Mme Magali BLAIN  
Suppléant : M. Laurent SAINT-MARTIN

Comité de Défense des Intérêts et de la Qualité de Vie des Millois :

Titulaire : M. Christian SAURA  
Suppléant : M. Antoine le MASSON

Fédération d'Action Régionale pour l'Environnement (FARE SUD) :

Titulaire : M. Jean-Pierre PAGO  
Suppléant : M. Claude JULLIEN

Association de Défense de l'Environnement, de la Qualité de la Vie et du Patrimoine (ADEQVP) :

Titulaire : M. Jean LE PESQ  
Suppléante : Mme Cécile WALDURA

Association Equilienne du Cadre de Vie (AECV) :

Titulaire : Mme Françoise FOUBARD  
Suppléante : Mme Lydia LIEUTAUD

Collectif Danger Aix Avenir (CD2A) :

Titulaire : M. François CABET  
Suppléant : M. Clément GUIGOU

Association des Entreprises du Pôle d'Activités d'Aix-en-Provence (PAAP) :

Titulaire : M. Jean-Claude MARCELLET  
Suppléant : M. Jean-François DUBOST

Groupement des Entrepreneurs Provence Aix (GEPA) :

Titulaire : M. Frédéric REGIS  
Suppléant : M. Jacky REIS

**Article 2 :** Les autres dispositions de l'arrêté du 13 septembre 2019 demeurent sans changement.

**Article 3 :** L'arrêté préfectoral du 10 février 2021 est abrogé.

**Article 4 :** Le Secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, le Sous-préfet d'Aix-en-Provence, le Directeur de la Sécurité de l'Aviation Civile Sud-Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Bouches-du-Rhône.

Marseille, le 12 janvier 2022

Pour le Préfet,  
le Secrétaire Général,

*signé*

Yvan CORDIER

